

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMAGE DES SYNDICATS DANS LES ÉDITORIAUX DE TROIS  
QUOTIDIENS MONTRÉALAIS LORS DE LA PREMIÈRE ANNÉE DU  
GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DIRIGÉ PAR JEAN CHAREST  
(AVRIL 2003 - AVRIL 2004)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
JEAN-SIMON POSCA

MAI 2006

# UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

## Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux.....	iv
Résumé.....	v
Introduction.....	1
Chapitre I Paramètres de la recherche .....	4
1.1. SUJET .....	4
1.2. PROBLÉMATIQUE.....	4
1.2.1 Cadre général d’opération des médias .....	4
1.2.2 Le Québec, les médias et les syndicats d’avril 2003 à avril 2004 .....	12
1.2.2.1. Les médias .....	16
1.2.2.2. Les syndicats .....	21
1.3. CORPUS ANALYSÉ.....	26
1.4. QUESTION DE RECHERCHE .....	28
1.5. HYPOTHÈSE PRINCIPALE ET SOUS-HYPOTHÈSES.....	28
1.6. MÉTHODOLOGIE .....	31
Chapitre II Analyse des éditoriaux et des chroniques.....	36
2.1. ANALYSE DÉTAILLÉE DES ÉDITORIAUX.....	37
2.1.1 Lutte entre syndicats et gouvernement du Québec à l'automne 2003 (analyse générale).....	37
2.1.2 Lois adoptées par l’Assemblée nationale du Québec en décembre 2003 .....	44
2.1.2.1. Fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé .....	44
2.1.2.2. Interdiction de syndicalisation pour les éducatrices œuvrant en milieu familial .....	47
2.1.2.3. Modifications à l’article 45 du Code du travail du Québec.....	49
2.1.3 Enseignants .....	54
2.1.4 Équité salariale entre les hommes et les femmes.....	56

2.2. SYNTHÈSE DES ÉDITORIAUX PAR ÉDITORIALISTE .....	58
2.2.1 Le Devoir .....	58
2.2.2 La Presse .....	59
2.2.3 The Gazette .....	60
Chapitre III Résultats de l'analyse des éditoriaux .....	62
Conclusion .....	70
Appendice A Liste des sigles et acronymes.....	72
Appendice B Analyse quantitative détaillée des éditoriaux .....	73
Appendice C Liste des éditoriaux analysés .....	79
Bibliographie .....	81

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1-1 Résultats des élections québécoises d'avril 2003 et nombre d'élus pour les partis ayant remporté des sièges .....	13
Tableau 1-2 Propriétaires, lectorat et appuis électoraux aux élections québécoises du 14 avril 2003 du <i>Devoir</i> , de <i>La Presse</i> et de <i>The Gazette</i> .....	16
Tableau 1-3 Tirage quotidien moyen des journaux quotidiens étudiés entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004 .....	17
Tableau 1-4 Aspects analysés et réponses possibles .....	32
Tableau 3-1 Synthèse des résultats de l'analyse quantitative des éditoriaux .....	62
Tableau 3-2 Score moyen par éditorial, par journal .....	66

## RÉSUMÉ

Ce travail décrit et fait l'analyse de l'image des syndicats dans les éditoriaux des quotidiens payants montréalais lors de la première année au pouvoir du gouvernement québécois dirigé par Jean Charest (avril 2003 à avril 2004). Il se concentre sur les éditoriaux traitant des luttes entre les syndicats et le gouvernement Charest. Il examine les éditoriaux relatifs au syndicalisme parus dans *Le Devoir*, *La Presse* et *The Gazette*. Le travail présente et explique les ressemblances et les divergences apparaissant entre les différents journaux dans l'image que ceux-ci renvoient des syndicats.

Mots-clés : image, journal, médias, syndicalisme, Montréal, Québec (province), gouvernement, Jean Charest.

## INTRODUCTION

La société telle que nous la concevons et percevons aujourd'hui repose en bonne partie sur les médias d'information modernes qui se sont développés depuis l'invention de l'imprimerie par Gutenberg au XV<sup>e</sup> siècle. L'apparition des journaux, de la radio, de la télévision et récemment d'Internet, conjuguée à la mise en place d'une éducation commune pour tous et à l'alphabétisation des masses, ont généralement permis, surtout dans le monde occidental, le développement du sentiment, au sein des populations des États, de faire partie d'un ensemble ayant une destinée en bonne partie collective. En diffusant des nouvelles des collectivités de façon régulière, les médias ont donné des référents communs, une culture et une conscience communes à des populations pour lesquelles l'espace social se limitait souvent à leur seul village.

La société québécoise n'a pas échappé à cette dynamique. L'identité québécoise moderne s'est en bonne partie développée avec l'implantation de la télévision dans une part significative des foyers, en même temps que s'établissait un système éducatif étatique de masse et que la société se laïcisait. C'est dans ce contexte que s'est créée une identité culturelle québécoise en remplacement de l'ancienne identité catholique canadienne-française. S'opérant en même temps qu'une amélioration notable des conditions de vie de la population à la suite de la Seconde guerre mondiale, ces changements ont permis de développer une conscience plus étendue du monde au sein de la population, et non plus chez les seules élites.

Forgeant en bonne partie les conceptions que nous nous faisons de nos sociétés et de leurs diverses composantes, avec lesquelles nous ne sommes pas

nécessairement en contact direct et constant, les médias sont dépositaires de pouvoir. Les actions et prises de position d'un individu ou d'une collectivité sont pour une bonne part le résultat de réflexions et de sentiments façonnés par la perception du monde environnant. Les médias offrent une vision de ce qu'est le monde et de son fonctionnement. Ils jouent donc un rôle important dans les décisions prises par la plupart des gens.

Il devient vite évident que celui ou celle qui aspire à exercer une certaine forme de pouvoir dans une société libérale démocratique ne peut éviter de tenir compte des médias. Que l'exercice visé du pouvoir soit direct, par l'élection ou la possession d'entreprises par exemple, ou indirect, c'est-à-dire en amenant les détenteurs du pouvoir direct à adopter son point de vue, il est à peu près impossible d'agir en ignorant ces entités qui exercent une influence significative sur les conceptions et opinions des membres de la société, que ce soit comme citoyens de l'État, consommateurs, membres d'une collectivité et de groupes sociaux, etc.

Les acteurs sociaux ne défendent pas tous les mêmes intérêts et des conflits surviennent au sein de la société. Ces luttes se répercutent au sein du monde médiatique. Influencer et posséder des médias permet la pratique d'une certaine forme de *pouvoir*, car cela donne la possibilité d'influencer la vision du monde de la population et de pousser celle-ci à agir conformément à cette vision, et donc à nos intérêts, le pouvoir étant défini comme la « capacité d'un individu ou d'un groupe d'exiger et d'obtenir d'un autre individu ou groupe la réalisation de ce que ces derniers n'auraient pas fait spontanément<sup>1</sup> ».

Les syndicats, qui visent d'abord à défendre les droits et intérêts des travailleurs, sont nécessairement mêlés à ce jeu. Une partie des intérêts qu'ils

---

<sup>1</sup> Charles Debbasch et Yves Daudet, *Lexique de politique : États, vie politique, relations internationales*, Paris, Dalloz, 1992, p. 342.



défendent s'oppose parfois aux intérêts d'autres acteurs sociaux, notamment dans la sphère économique. Les médias propagent une image des syndicats principalement définie par l'interaction de ceux-ci avec les autres composantes de la société : patrons, États, groupes de pression, etc.

Les médias ont aussi leurs propres intérêts. Ce ne sont pas de simples miroirs qui reflètent parfaitement les événements survenant dans la société. Ils appartiennent et sont opérés non pas par des robots, mais par des humains qui ont leurs propres intérêts. Des contradictions existent au sein de ces médias animés par des groupes de personnes aux intérêts qui sont en partie divergents : la direction, les journalistes, etc.

On en vient à se demander quelle image des syndicats est diffusée par ces médias.

Bien sûr, l'activité syndicale est large, les médias sont nombreux et fonctionnent, à cause de leurs contradictions, d'une manière qui est loin d'être simple. On peut donc supposer que l'image rapportée des syndicats est relativement complexe. Mon travail vise à analyser l'image des syndicats récemment propagée dans la société québécoise par les médias. Pour ce faire, j'ai choisi d'étudier les éditoriaux de *La Presse*, *Le Devoir* et *The Gazette*, trois quotidiens montréalais. L'étude porte sur la période s'étendant du 15 avril 2003 au 14 avril 2004 inclusivement, couvrant ainsi la première année qui suit l'élection du gouvernement libéral de Jean Charest au Québec. Je me concentrerai sur les éditoriaux traitant de la confrontation entre le gouvernement et les syndicats. La période étudiée fut un moment d'importante activité syndicale et sa fin coïncide avec le début de la rédaction du présent mémoire.

## CHAPITRE I

### PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE

Ce chapitre contient le sujet, la problématique, le corpus analysé, la question de recherche, ainsi que l'hypothèse principale et les sous-hypothèses de ce mémoire.

#### 1.1. Sujet

Le sujet du mémoire est l'image des syndicats dans leur lutte contre le gouvernement Charest dans les éditoriaux de trois journaux quotidiens de Montréal du 15 avril 2003 au 14 avril 2004. La période étudiée s'étend sur une année et débute le lendemain de l'élection québécoise du 14 avril 2003 remportée par le Parti libéral du Québec, dirigé par Jean Charest (ces journaux paraissant le lendemain du jour où surviennent les événements). Les journaux analysés sont *La Presse*, *Le Devoir* et *The Gazette*.

#### 1.2. Problématique

##### 1.2.1 Cadre général d'opération des médias

En principe, les citoyens des sociétés démocratiques de type libéral choisissent collectivement leurs dirigeants par l'exercice du droit de vote et ont un certain nombre d'outils légaux à leur disposition leur permettant de faire valoir leurs points de vue (pétitions, manifestations pacifiques, liberté de presse, etc.). Ils peuvent, à l'intérieur de certaines limites, financer le ou les partis politiques de leur choix. Par ailleurs, ils disposent d'une relative et inégale liberté en ce qui concerne l'achat de biens et de services, fournis en bonne partie par des entreprises privées. Ils possèdent donc une certaine influence sur les individus exerçant légalement le pouvoir dans les sociétés, principalement les politiciens et les chefs d'entreprise.

Les médias occupent indéniablement une place majeure dans ces sociétés. Ils constituent une source d'information fort importante pour la majorité des individus. Leur impact est considérable : ils contribuent en bonne partie à la formation de l'image de la société et de ses composantes que se font les divers acteurs sociaux.

L'issue des projets et des luttes menées par les divers acteurs sociaux est donc influencée par le traitement que les médias leur réservent. Toutes choses étant égales par ailleurs, il est plus aisé pour un politicien d'agir lorsqu'il sait que les citoyens qui ont le pouvoir collectif de décider du renouvellement ou non de son mandat politique l'appuient dans ses démarches que lorsqu'ils s'y opposent. Dans la même veine, un chef d'entreprise a généralement intérêt à ce que son entreprise projette une bonne image auprès du public car celui-ci comprend des personnes et des groupes achetant ses produits et/ou services, et parce que son entreprise opère dans un régime de droit dont les règles sont édictées par les politiciens élus par le public.

Or, les médias ne sont pas des instances désincarnées qui se contentent de rapporter la réalité sans aucun biais et dans une parfaite transparence. Ils sont possédés et opérés par des dirigeants et professionnels qui ont leurs propres projets et intérêts. L'image qu'ils donnent d'un acteur social et de ses actions est donc conditionnée par les biais des divers individus (patrons et travailleurs) qui les composent. Ces biais incluent la culture, l'éducation, les préjugés qui varient d'un individu à l'autre. Les projets et intérêts de ces individus peuvent également influencer la façon dont sont rapportés les événements et, conséquemment, l'image que se font les divers acteurs sociaux de ces mêmes événements. Les patrons et travailleurs des médias procèdent à un tri de l'information et n'en publient qu'une partie.

Généralement, les médias sont des entreprises privées. Ils peuvent aussi appartenir à un État et possiblement viser des objectifs différents, par exemple de

type éducatif. Dans tous les cas, ils exercent une influence sur la société par les comportements, images et idées induits chez leur public.

Leur statut (public, privé, dirigé et appartenant à telle ou telle personne, etc.) influence leur façon de traiter les nouvelles. À Montréal, la presse écrite commerciale est la propriété d'entreprises privées et fait partie, dans la plupart des cas, de conglomerats regroupant d'autres médias, voire d'autres activités que les médias. À cet égard, la presse écrite est de plus en plus concentrée au Québec et appartient à un nombre relativement faible d'entreprises : Marc Raboy soulignait en 2000 que « le secteur de la presse quotidienne est celui où la domination des groupes est la plus marquée, trois groupes [...] détenant 97,2 % du marché<sup>2</sup> ». *A priori*, on peut penser que les décisions prises par les patrons de presse ainsi que l'orientation idéologique de leurs médias iront dans le sens de leurs intérêts, qui peuvent inclure ceux des autres entreprises qu'ils possèdent. Anne-Marie Gingras écrit d'ailleurs :

---

<sup>2</sup> Marc Raboy, avec la collaboration de Geneviève Grimard, *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute* (2<sup>e</sup> édition), Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 2000, p. 98.

Comme la majorité des médias appartiennent à des entreprises privées, elle donne de ces dernières une image plutôt positive. Le portrait que les médias donnent de l'État et des divers acteurs sociaux est également coloré (et non dicté) par leur appartenance au secteur privé. Il existe ainsi une idéologie bien particulière transmise par les médias la majeure partie du temps, une idéologie libérale, pro-capitaliste, avec parfois des accents libertaires. Bon nombre de journalistes ont intégré cette idéologie, que ce soit avant d'être engagé, ou grâce à la socialisation qui s'effectue à l'intérieur des médias. Les valeurs préconisées sont : la promotion de l'entreprise privée et l'admiration devant son mode de fonctionnement, la dévalorisation du secteur public aux dépens du secteur public, la promotion de la performance, de la concurrence et de l'individualisme et une compassion minimale pour les plus démunis vue sous l'angle de la charité [...] Les journalistes "dissidents", qui voient le monde autrement, choisissent, lorsque c'est possible, des sujets qui dépassent cette vision particulière du monde; ils utilisent une certaine ruse auprès de leurs patrons qu'ils convainquent de la valeur d'un sujet différent ou d'un angle inhabituel et présentent l'information d'une manière moins orthodoxe<sup>3</sup>.

Les annonceurs sont aussi des sources d'influence : les revenus des entreprises privées de presse dépendent en grande partie ou en totalité des revenus tirés de la vente d'espace publicitaire dans leurs médias. Brusquer ces annonceurs peut menacer les revenus futurs de l'entreprise. Les annonceurs peuvent décider de cesser de faire de la publicité à l'intérieur d'un média qui défend des intérêts ou idées qui s'opposent aux leurs. Le média perd alors les revenus qui sont associés à cette publicité.

Plusieurs analystes des médias considèrent qu'il est plus judicieux pour un média s'adressant à un large public (ce qui est le cas des quotidiens de la presse écrite commerciale montréalaise) d'éviter d'afficher une trop grande partisanerie. En effet, chaque prise de position risque de lui aliéner une partie de son public et, par conséquent, de ses revenus (abonnements, publicité dont la valeur diffère selon le public et le nombre de lecteurs, etc.). Gabriel Thoveron déclare : « Heurter un lecteur,

---

<sup>3</sup> Anne-Marie Gingras, *Médias et démocratie : le grand malentendu*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, p. 87.

c'est risquer de le perdre : l'objectivité apparaît comme un argument commercial<sup>4</sup> ». Ces prises de position peuvent également nuire à la légitimité que la société accorde aux médias et, conséquemment, aux droits qui leurs sont accordés. Comme le dit Armande Saint-Jean, la presse se doit de dégager au moins une apparence « d'objectivité » :

Irréaliste ou non, un tel idéal d'objectivité présente encore une certaine utilité : en tant que concept, il peut en tout cas appuyer les prétentions avancées par une industrie médiatique de plus en plus orientée vers le rendement et la rentabilité, qui réclame toutefois un régime privilégié d'autonomie afin d'échapper à toute forme d'imputabilité et à tout contrôle, puisque sa raison d'être est de fournir un service public essentiel à la vie démocratique. La rhétorique utilisée par l'industrie pour justifier ses pratiques, voire ses excès, repose sur le droit du public à l'information [...], lequel ne saurait s'actualiser si l'idéal d'objectivité devait disparaître définitivement<sup>5</sup>.

Toujours dans cette optique de rejoindre un public le plus large possible, Gingras ajoute :

Ainsi, pour élargir leur public, les patrons de presse vont parfois être tentés de présenter des informations toujours plus faciles à lire ou à écouter, des nouvelles axées sur l'intérêt humain, des émissions toujours plus divertissantes [...] Mais il semble [...] que le style divertissant empêche souvent de fouiller une question, de la présenter sous un angle différent ou dans une perspective moins orthodoxe<sup>6</sup>.

Dans cette même ligne de pensée, les opinions extrêmes sont aussi à éviter car elles risquent de brusquer une part importante du public.

Les entreprises médiatiques veulent que leurs produits soient achetés par les consommateurs. Les journaux, comme les autres médias, peuvent donc

---

<sup>4</sup> Gabriel Thoveron, Marc Delepeleire et Michel Olyff, *Les médias à découvert*, Bruxelles, Éditions Vie ouvrière, 1988, p. 134.

<sup>5</sup> Armande Saint-Jean, *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Coll. « Paramètres », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 59.

<sup>6</sup> Anne-Marie Gingras, *op. cit.*, p. 92.

volontairement insérer certains contenus dans leur programmation dans le but d'attirer l'auditoire. Violette Naville-Morin écrit :

Un sujet d'information n'est pas transmis gratuitement ou innocemment [...] Il recèle, par sa seule présence, deux orientations qui peuvent se compléter ou se contrarier : l'une, politique, qui pousse le lecteur dans la même direction que le journal, l'autre, spectaculaire, qui pousse le lecteur à acheter le journal. Ces deux orientations doivent être décodées en même temps que l'unité [d'information] pour graduer au plus près la valeur propre à sa seule présence<sup>7</sup>.

Les travailleurs d'un journal qui ont une influence sur le contenu et la forme de celui-ci (journalistes, chefs de pupitres, etc.) ont également des objectifs et des intérêts qui influencent leur travail : la rentabilité pour les propriétaires et un salaire plus élevé pour les journalistes, une information conforme aux analyses du journaliste ou aux intérêts de l'éditeur et des propriétaires du journal, etc. Par ailleurs, la conception que les dirigeants et les journalistes ont du journal dans lequel ils œuvrent a également un impact sur leur façon de travailler : s'agit-il d'un service public, d'une composante essentielle à la démocratie, ou est-ce une entreprise comme les autres visant à produire du profit? Gingras écrit :

Pourquoi les gens d'affaires achètent-ils les médias? La plupart des propriétaires ne sont pas diserts à ce sujet, se contentant de les présenter comme un maillon de leurs propriétés qui sert à rapporter du profit. Mais les gens d'affaires achètent des médias non seulement pour leur rendement, mais aussi par volonté de puissance. Chacun à leur manière, et de façon plus ou moins marquée, ils veulent exercer de l'influence, ou mieux, du pouvoir. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, il n'est pas certain que cette volonté d'influence soit dirigée vers la population; nous croyons, au contraire, qu'elle vise d'abord la classe politique, et qu'une éventuelle influence auprès du public sert surtout de capital symbolique auprès hommes et des femmes politiques<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Violette Naville-Morin, (Réédition dirigée par Lise Chartier), *L'écriture de presse*, Coll. « Communication et relations publiques », Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 29.

<sup>8</sup> Anne-Marie Gingras, *op. cit.*, p. 88

Les journaux commerciaux ont donc à faire face à plusieurs contradictions. Quelle est leur mission? Si leurs dirigeants interviennent, est-ce plus judicieux pour eux de le faire de façon à défendre leurs intérêts généraux, en influant le choix des idées et des conceptions de la société défendues par le média, ou simplement de le faire pour servir l'intérêt particulier lié aux profits de l'entreprise (ou du conglomérat auquel appartient l'entreprise, s'il y a lieu)? Ces deux orientations peuvent entrer en conflit, puisque l'on suppose qu'un média non-partisan est plus rentable. Les intérêts des patrons peuvent aussi, comme dans n'importe quelle entreprise, entrer en conflit avec ceux des travailleurs (profits plus élevés ou salaires plus élevés, par exemple). Différentes visions de ce que doit être le journal peuvent s'affronter. Les intérêts commerciaux, organisationnels et professionnels peuvent entrer en conflit. Certains acteurs et observateurs des médias conçoivent les médias davantage comme une industrie devant générer des profits (modèle commercial), d'autres accordent davantage d'importance au côté professionnel du journalisme (modèle professionnel). Par ailleurs, l'organisation du média et sa bureaucratie induisent une certaine dynamique dans le fonctionnement du média (modèle organisationnel)<sup>9</sup>. En ce qui concerne l'organisation du média, Érik Neveu écrit que « les routines et dispositifs destinés à produire une forme de distanciation, de récit objectif ont pour effet de valoriser certains types d'informations et de cadrages<sup>10</sup> ». Selon Maud Vuillardot :

---

<sup>9</sup> Maud Vuillardot, *Élites et opinions : la presse écrite comme forum lors du référendum québécois de 1995*, thèse de doctorat en science politique, Montréal, Université du Québec à Montréal, Montpellier, Université Montpellier I, 2003, p. 22

<sup>10</sup> Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Coll. « Repères » (numéro 313), Paris, Éditions La Découverte, 2001, p. 83.



Finalement, les représentations sociales véhiculées par les journaux ne résultent donc pas forcément de la volonté des journalistes de désinformer ou d'occulter une partie de l'information, mais résultent souvent du fait que les journalistes sont pris dans des routines professionnelles dont ils ne peuvent s'extraire et qui les obligent à traiter tel ou tel type d'information de telle ou telle manière, de peur de perdre leur emploi. Dans son pamphlet, *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi observait par ailleurs que « la censure est [...] plus efficace quand elle n'a pas besoin de se dire, quand les intérêts du patron, miraculeusement, coïncident avec ceux de « l'information »<sup>11</sup>.

Elle affirme également qu'« en tant que salariés, les journalistes obéissent aux règles organisationnelles des entreprises<sup>12</sup> ». Les journalistes ont généralement peu de temps pour produire leurs textes; ils ont aussi peu d'espace alloué par article : tout cela a un impact sur la qualité de l'information. Pierre Sormany le souligne :

La première difficulté que rencontre le journaliste dans l'exercice de sa mission, c'est la contrainte du temps. Elle est liée aux exigences techniques des médias [...] Cette contrainte se trouve amplifiée par la concurrence entre les médias et le « syndrome du scoop » : il faut diffuser tout ce que les autres diffuseront, mais de préférence avant eux! [...] Le second problème, tout aussi évident, c'est la contrainte d'espace. On peut rarement dégager tous les éléments intéressants d'une nouvelle et expliciter son contexte de signification à l'intérieur d'un seul feuillet. Quoique les contraintes varient d'un média à l'autre, la norme est de plus en plus un texte bref de 30 à 90 secondes pour la radio ou la télé, et de un à quatre feuillets pour la presse écrite quotidienne<sup>13</sup>.

D'autres questions se posent sur le fonctionnement des médias. Les médias adoptent-ils une position différente selon qu'il s'agit des objectifs (fins) des acteurs sociaux ou des gestes posés par ceux-ci dans le but d'atteindre ces objectifs (moyens)? Justifient-ils leurs prises de position en invoquant le respect, ou d'autres valeurs généralement privilégiées par la société dans laquelle ils opèrent, par rapport aux autres acteurs? Acceptant le propos de Gingras selon lequel des gens d'affaires

<sup>11</sup> Maud Vuillardot, *op. cit.*, p. 253.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>13</sup> Pierre Sormany, *Le métier de journaliste : guide des outils et pratiques du journalisme au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2000, pp. 36-38.

œuvrent dans le domaine des médias dans le but d'établir une certaine influence sur la classe politique, il convient de vérifier quelle légitimité est accordée aux différents acteurs, quel degré d'influence est accepté pour chacun d'eux par les médias. Dans la même veine, il serait judicieux de vérifier si les appréciations des médias à l'égard d'acteurs particuliers s'accompagnent de critiques à l'endroit de la classe politique, de l'État, de la législation ou des deux.

Notre analyse pratique vise à éclairer tout cela en étudiant le traitement accordé à un acteur précis, les syndicats, durant une période déterminée. J'ai donc choisi d'étudier l'image des syndicats dégagée par les éditoriaux de trois journaux quotidiens montréalais payants, du 15 avril 2003 au 14 avril 2004.

### 1.2.2 Le Québec, les médias et les syndicats d'avril 2003 à avril 2004

L'année 2003 est fort animée au plan politique. L'événement le plus marquant de l'actualité avant les élections est assurément l'invasion américaine en Irak et la forte opposition des populations à celle-ci dans de nombreux pays du monde. Cette contestation est très visible au Québec, notamment à Montréal : 150 000 personnes manifestent le 15 février 2003<sup>14</sup>. Le 15 mars, c'est plus de 200 000 personnes qui prennent la rue<sup>15</sup>. Il s'agit d'un événement à caractère éminemment politique et autour duquel la population se mobilise comme jamais auparavant au Québec. S'il est difficile de mesurer quel impact exactement cette opposition largement répandue dans la population québécoise<sup>16</sup> a pu avoir sur les élections d'avril 2003, on notera tout de

<sup>14</sup> Clairandree Cauchy « La plus grosse manifestation de l'histoire du Québec », *Le Devoir* (Montréal), 17 février 2003, p. A3.

<sup>15</sup> Clairandree Cauchy, « Plus de 200 000 Montréalais ont marché pour la paix », *Le Devoir* (Montréal), 17 mars 2003, p. A3.

<sup>16</sup> « Selon un sondage réalisé du 18 au 20 février par la firme Ekos pour le compte de *La Presse*, du *Toronto Star* et de Radio-Canada, seuls 38 % des Québécois seraient en faveur de la guerre avec l'appui de l'ONU; 61 % s'y opposeraient. Déjà réticents à appuyer les États-Unis, les Québécois le seraient encore plus si George W. Bush décidait d'agir sans le feu vert du conseil de sécurité: 90 % de

même qu'il s'agit là d'un événement de mobilisation collective de très grande importance. Le gouvernement fédéral libéral de Jean Chrétien refusera d'ailleurs de participer à la guerre en Irak.

Le 14 avril 2003, le Parti libéral du Québec, dirigé par Jean Charest, remporte les élections au Québec et met ainsi fin au règne de 9 ans (1994-2003) du Parti québécois. L'ADQ, qui menait depuis plusieurs mois dans les sondages, fait piètre figure avec seulement quatre candidats élus (voir tableau 1-1).

Tableau 1-1 Résultats des élections québécoises d'avril 2003 et nombre d'élus pour les partis ayant remporté des sièges<sup>17</sup>

<b>Parti</b>	<b>Pourcentage du vote</b>	<b>Élus</b>
Parti libéral du Québec (PLQ)	45,99 %	76
Parti québécois (PQ)	33,24 %	45
Action démocratique du Québec (ADQ)	18,18 %	4

L'ADQ s'est distinguée dans cette campagne électorale par un programme fortement teinté à droite : taux d'imposition uniforme, « médecine à deux vitesses<sup>18</sup> », contestation du pouvoir des syndicats, etc.<sup>19</sup> Ce programme controversé a nuit au parti. Des acteurs de la société québécoise l'ont décrié publiquement lorsque l'ADQ a commencé à enregistrer de bons résultats dans les sondages sur les intentions de vote. Les journalistes se sont intéressés de plus près au programme adéquiste, et, plus celui-ci a été connu de la population, plus l'appui à l'ADQ a fondu comme neige au soleil. Le programme du PLQ, vainqueur des élections, comporte pourtant de nombreuses similitudes avec celui de l'ADQ, mais ce n'est pas ce que la campagne

---

la population du Québec serait tout simplement contre alors que 9 % serait en faveur! ». François Cardinal, « Contre toute frappe », *La Presse* (Montréal), 22 février 2003, p. B10.

<sup>17</sup> Michel David, « La fin d'un cycle ». In *L'Annuaire du Québec 2004*, sous la dir. de Michel Venne, Montréal, Éditions Fides, 2003, p. 581 (tableau 1).

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp. 583-584.

<sup>19</sup> Mona-Josée Gagnon et Thomas Collombat, « Des messages pour le syndicalisme ». In *L'Annuaire du Québec 2004*, sous la dir. de Michel Venne, Montréal, Éditions Fides, 2003, p. 642.

mettra principalement en valeur. Michel David, chroniqueur politique au quotidien *Le Devoir*, déclare :

Au lendemain du 14 avril, bon nombre d'électeurs ont eu la surprise de découvrir qu'après avoir dénoncé avec la dernière énergie les excès du « dumontisme », le nouveau premier ministre semblait s'en inspirer davantage que des "valeurs libérales", dont il avait prétendu se faire le défenseur au cours des mois précédents [...] En 1998, Jean Charest avait payé cher sa prétention d'appliquer au Québec la recette utilisée en Ontario par les conservateurs de Mike Harris. Cette fois-ci, il s'est montré plus discret sur les modalités de la « réingénierie » qu'il proposait<sup>20</sup>.

À l'automne 2003, le gouvernement va de l'avant avec divers projets de lois qui l'opposent au mouvement syndical québécois, et qui sont adoptés par l'Assemblée nationale en utilisant le « bâillon »<sup>21</sup>. Les projets de lois interdisent aux éducatrices de garderies en milieu familial de se syndiquer (lois 7 et 8), facilitent le recours à la sous-traitance (loi 31) et forcent la fusion d'unités d'accréditations dans les hôpitaux (loi 30). Ils font également passer le coût des places dans les Centres de la petite enfance (CPE) de cinq à sept dollars par jour (loi 32) et fusionnent les CLSC avec les centres hospitaliers (loi 25), deux projets auxquels s'opposent les syndicats. Les nouvelles lois abolissent aussi les Comités locaux de développement (loi 34), grâce auxquels les syndicats pouvaient faire entendre leur voix dans les régions. Une loi permettant la défusion des villes constituées en 2001 est également adoptée (loi 9). Ces projets créent une grande confrontation entre le gouvernement et la société civile, notamment les syndicats, d'une ampleur que l'on n'avait pas vue depuis belle lurette au Québec. Thomas Collombat écrit :

S'il y a une tendance caractéristique de la dernière année syndicale au Québec, c'est bien le retour des syndicats à la contestation politique, pratique qu'ils ont eu tendance à délaissier, au dire de plusieurs analystes<sup>22</sup>.

<sup>20</sup> Michel David, *op. cit.*, p. 580.

<sup>21</sup> Suspension des règles de procédure de l'Assemblée; cet acte met fin aux débats parlementaires relatifs à l'adoption d'un projet de loi.

<sup>22</sup> Thomas Collombat, « Des syndicats mis à l'épreuve ». In *L'Annuaire du Québec 2005*, sous la dir. de Michel Venne, p. 274, Montréal, Éditions Fides, 2004.

Il ajoute :

L'arrivée au pouvoir en avril 2003 d'un gouvernement du Parti libéral, qualifié à maintes occasions de conservateur, a joué un rôle de catalyseur des énergies syndicales, permettant aux centrales de se retrouver sur des lignes communes et de mobiliser leurs troupes de façon relativement efficace. La mobilisation est proportionnelle aux défis posés au monde syndical par le gouvernement Charest. Les réformes législatives touchant aux relations de travail sont susceptibles en effet de modifier considérablement le paysage des milieux de travail syndiqués, dans un sens généralement défavorable aux organisations de travailleurs<sup>23</sup>.

Contrairement aux années 1960 et 1970 marquées par la contestation politique, les relations entre les syndiqués, les patrons et l'État québécois tenaient davantage de la concertation depuis 1985. La grogne syndicale mènera à une « Journée nationale de perturbations » le 11 décembre 2003, qui vise à paralyser l'économie québécoise dans le but de faire fléchir le gouvernement.

Le gouvernement Charest veut augmenter la place du secteur privé dans l'économie et réduire celle de l'État. Il faut comprendre que les réformes mises de l'avant par le gouvernement Charest remettent en question la façon de fonctionner de la société québécoise. Selon Collombat,

plus qu'une succession de projets sectoriels, le programme du gouvernement Charest est une remise en cause globale du modèle de société fondé depuis les années 1960, tant par les libéraux de Jean Lesage que, par la suite, par les gouvernements du Parti québécois. Une protection sociale généreuse, un État assez présent dans la marche de l'économie et dans l'encadrement des relations du travail, une consultation privilégiée de certains acteurs, tout particulièrement les syndicats, sont autant d'éléments aujourd'hui contestés par les législations adoptées depuis le 14 avril 2003<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 282.

L'ancien vérificateur général du Québec, Guy Breton, mandaté par le gouvernement Charest, affirme que les finances publiques sont grevées d'un manque à gagner de 4,3 milliards de dollars. Le gouvernement libéral blâme le gouvernement péquiste pour cet état de fait et l'utilise comme argument pour couper les dépenses.

#### 1.2.2.1. Les médias

Six journaux paraissent quotidiennement, chaque matin à Montréal : *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal*, *The Gazette*, *Métro* et *24 heures* (anciennement *Montréal Métropolitain*). De ce nombre, trois contiennent des éditoriaux : *Le Devoir*, *La Presse* et *The Gazette*. Portrait des médias étudiés

Tableau 1-2 Propriétaires, lectorat et appuis électoraux aux élections québécoises du 14 avril 2003 du *Devoir*, de *La Presse* et de *The Gazette*

Journal	Propriétaire (avril 2003 – avril 2004)	Lectorat (selon Vuillardot) <sup>25</sup>	Parti appuyé lors des élections québécoises du 14 avril 2003
Le Devoir	Le Devoir Inc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 49 % ont 35-54 ans</li> <li>▪ Niveau universitaire</li> <li>▪ Revenu familial moyen : 57 874 \$</li> <li>▪ Lectorat fortement impliqué socialement et politiquement</li> </ul>	Parti québécois <sup>26</sup>

<sup>25</sup> Maud Vuillardot, *op. cit.*, p. 54 (tableau IV).

<sup>26</sup> Bernard Descôteaux, « Le choix du *Devoir* - Le Parti québécois, avec réserve », *Le Devoir* (Montréal), 12 avril 2003, p. B6.

La Presse	Power Corporation du Canada	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 24 à 65 ans</li> <li>▪ Cols blancs ou lectorat plutôt familial</li> <li>▪ Revenu moyen de 40 000 \$</li> </ul>	Parti libéral du Québec <sup>27</sup>
The Gazette	CanWest Global Communications Corp.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Niveau de scolarité élevé</li> <li>▪ Revenu familial moyen élevé (50 000 \$)</li> <li>▪ 80% anglophones</li> <li>▪ Des lecteurs lisant aussi <i>Le Devoir</i> et <i>La Presse</i></li> </ul>	Parti libéral du Québec <sup>28</sup>

Tableau 1-3 Tirage quotidien moyen des journaux quotidiens étudiés entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004<sup>29</sup>

	Lundi au vendredi	Samedi	Dimanche
Le Devoir	25 714	41 132	-
La Presse	194 561	278 458	208 433
The Gazette	140 792	162 879	134 398

<sup>27</sup> André Pratte, « Le changement nécessaire », *La Presse* (Montréal), 12 avril 2003, p. A26.

<sup>28</sup> « A time to choose », *The Gazette* (Montréal), 12 avril 2003, p. A30

<sup>29</sup> Audit Bureau of Circulations. *Canadian Newspaper Audit Report 01-5625-0, Canadian Newspaper Audit Report 01-5665-0, Canadian Newspaper Audit Report 01-5630-0 et Canadian Newspaper Audit Report 01-5640-0* (pages consultées le 18 mai 2005), [En ligne], adresse URL : <http://abcas3.accessabc.com/files/>

### Le Devoir

*Le Devoir* est publié par Le Devoir Inc., sa filière editrice. L'Imprimerie populaire Limitée (IPL) en est propriétaire. Elle est divisée en deux fiducies. Le directeur du journal contrôle la fiducie qui possède une part majoritaire des actions de l'IPL pour la durée de son mandat, ce qui assure son indépendance. Il est nommé par le conseil d'administration et les membres de cette fiducie de l'IPL. Le directeur a par ailleurs besoin de l'appui de la fiducie qui possède une minorité des actions de l'IPL pour effectuer certains gestes importants concernant l'entreprise, notamment au niveau financier. Le rédacteur en chef du journal est nommé par le directeur.

Les éditorialistes sont nommés par le rédacteur en chef, le directeur du journal et le président du syndicat des journalistes. L'équipe éditoriale se réunit chaque matin pour décider qui traitera de quel sujet en éditorial et quelle sera la caricature du lendemain. Cette équipe comprend le rédacteur en chef, le directeur du journal, les éditorialistes et le caricaturiste.

### La Presse

*La Presse* appartient à Gesca, propriété à 100 % de Power Corporation du Canada (PCC). Paul Desmarais en est actionnaire majoritaire depuis le début des années 1970. À l'origine, PCC, fondée en 1925, possédait des installations liées au secteur de l'énergie, mais elle s'est déplacée vers d'autres secteurs par la suite, notamment en raison de la nationalisation de la production d'électricité au Canada. Sophie Boulay décrit en ces termes PCC et sa filiale Gesca :

Cette société de gestion et de portefeuille diversifiée emploie 23 000 personnes, réparties sur trois continents. Power détient des entreprises de services financiers et de négoce, en plus de ses possessions dans le secteur des communications. Les actifs totaux de l'entreprise se chiffraient à 60,6 milliards de dollars pour l'année fiscale 2000. Les bénéfices, quant à eux, s'élevaient à 657 millions de dollars.



Gesca est la principale entreprise de communication de Power Corporation. Elle gère au total sept quotidiens, couvrant les régions de Montréal, Chicoutimi, Trois-Rivières, Sherbrooke, Québec, Hull et Granby. Gesca possède 51,1 % des parts du marché du tirage des quotidiens québécois francophones. Outre les quotidiens, Gesca possède trois hebdomadaires et quatre imprimeries d'envergure. En novembre 2001, l'entreprise a acquis quelques parts dans le nouveau journal gratuit *Métro*. Gesca a donc centré ses intérêts dans la presse écrite francophone. Ceci en fait un acteur incontournable dans l'étude de la situation de la concentration de la presse au Québec<sup>30</sup>.

La société se décrit elle-même ainsi sur son site web :

Power Corporation du Canada est une société de gestion et de portefeuille diversifiée, avec des participations dans plusieurs grandes entreprises de services financiers et dans le secteur des communications en Amérique du Nord. Elle participe aussi au groupe européen Pargesa, qui détient des positions importantes sur plusieurs grandes sociétés européennes opérant dans les domaines des communications, de la production industrielle et de l'énergie. En outre Power Corporation possède des intérêts diversifiés en Asie.<sup>31</sup>

Les éditorialistes de *Presse* sont choisis par le directeur de l'information, son directeur-adjoint et l'éditorialiste en chef du journal. Ces trois derniers sont choisis par l'éditeur du journal, lui-même nommé par le propriétaire du journal, Power Corporation du Canada. Chaque matin, les éditorialistes, le caricaturiste, l'éditorialiste en chef et l'assistant de celui-ci se réunissent après avoir pris connaissance des journaux du jour et discutent de l'actualité. Ils décident du choix des éditoriaux. Un éditorial est écrit par l'éditorialiste le plus compétent dans le domaine abordé. Le dernier mot quant au choix des éditoriaux publiés revient à l'éditorialiste en chef.

---

<sup>30</sup> Sophie Boulay, *Les médias privilégient-ils leur mission économique ou démocratique? Une analyse de contenu des quotidiens montréalais*, Mémoire de maîtrise en communication, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2002, p. 12.

<sup>31</sup> Power Corporation du Canada, *Power Corporation du Canada* (page consultée le 8 mars 2006), [En ligne], adresse URL : <http://www.powercorporation.com/index.php?lang=fra>

### The Gazette

The Gazette appartient à CanWest Global Communications. Boulay écrit :

« CanWest Global Communications est dirigée par ses principaux actionnaires, la famille Asper. Cette entreprise possède des filiales dans l'édition, la radio, la télévision et dans l'exploitation d'Internet. Ses activités s'étendent sur trois continents, soient l'Amérique, l'Europe et l'Océanie. CanWest Global Communications publie plus de 126 journaux, dont 13 sont situés dans les plus grandes villes du Canada. Les acquis radiophoniques de ce groupe sont situés en Nouvelle-Zélande où il détient plus de 40 stations de radio<sup>32</sup> ».

L'entreprise, pour sa part, se décrit de cette façon :

CanWest Global Communications Corp. est le chef de file des entreprises médiatiques internationales au Canada. Les avoirs diversifiés de la compagnie incluent CanWest MediaWorks, qui possède Global Television, un réseau de diffusion pancanadien qui rejoint plus de 94 % du Canada anglais, CH, un second groupe de stations qui diffuse à Montréal, Hamilton et Victoria; huit chaînes spécialisées qui offrent une programmation de niche incluant Prime TV, des stations de radio à Winnipeg, Kitchener et Halifax en 2006, ainsi que le journal National Post. CanWest MediaWorks Publications Inc., le plus gros éditeur de journaux au Canada, possède 10 quotidiens métropolitains majeurs et 23 plus petits quotidiens, hebdomadaires et journaux communautaires, et fait aussi des affaires en ligne avec notamment les sites canada.com et working.com. CanWest MediaWorks International a une présence internationale significative à la télévision et dans la radiodiffusion en Nouvelle-Zélande avec CanWest MediaWorks NZ, en Australie avec Network TEN et en Irlande avec TV3.<sup>33</sup>

<sup>32</sup> Sophie Boulay, *op. cit.*, p. 13.

<sup>33</sup> Traduction de l'auteur. Le texte original, en anglais, est : « CanWest Global Communications Corp. is Canada's leading international media company. The Company's diversified holdings include CanWest MediaWorks, which in turn owns Global Television, a coast-to-coast Canadian broadcasting network that reaches more than 94% of English-speaking Canada; CH, a second station group that broadcasts in Montreal, Hamilton and Victoria; eight specialty channels that offer niche programming including Prime TV; radio stations in Winnipeg, Kitchener, and Halifax in 2006, and the National Post newspaper. CanWest MediaWorks Publications Inc., Canada's largest newspaper publisher which owns of 10 major metro dailies and 23 smaller daily, weekly, and community papers and also operates a growing interactive media business which includes online sites canada.com and working.com. CanWest MediaWorks International has a significant international television and radio broadcasting presence in New Zealand through CanWest MediaWorks NZ, Network TEN in Australia, and TV3 in the Republic of Ireland. » CanWest Global Communications Corp., *CanWest Global*

Les éditorialistes, ou *editorial boardwriters*, sont choisis par l'éditorialiste en chef (*editorial page editor*) et le rédacteur en chef. Tous ces gens se réunissent chaque matin et décident des sujets qui seront discutés en éditorial. La décision finale appartient au rédacteur en chef et à l'éditorialiste en chef. Un éditorial est écrit par un seul éditorialiste, mais représente l'opinion collective du groupe d'éditorialistes. C'est pourquoi il n'est pas signé. La page éditoriale de *The Gazette* comprend plusieurs éditoriaux. L'éditorialiste en chef et le rédacteur en chef sont nommés par l'éditeur du journal, lui-même nommé par le propriétaire du journal, CanWest MediaWorks Publications.

Notons que le 12 avril 2003, tant *La Presse* que *The Gazette* disent trouver intéressantes les idées de l'ADQ mais considèrent que le parti n'est pas prêt à assumer le pouvoir. Les deux médias considèrent le gouvernement péquiste sortant comme trop interventionniste.

Par ailleurs, les éditoriaux des journaux *Le Devoir* et *La Presse* sont signés, contrairement à ceux de *The Gazette*.

#### 1.2.2.2. Les syndicats

Cette section décrit la composition sociale et les prises de positions lors de la campagne électorale québécoise d'avril 2003 des plus importantes centrales syndicales québécoises et des plus importants syndicats indépendants.

### La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

La FTQ est la plus importante centrale syndicale au Québec, avec ses quelques 540 000 membres en 2003<sup>34</sup>. 40 % des membres de la FTQ œuvrent dans le secteur public. Les composantes de la FTQ sont affiliées à des syndicats canadiens, nord-américains ou internationaux. C'est en quelque sorte un regroupement de locaux québécois membres de syndicats plus larges. La FTQ est aussi une fédération provinciale du Congrès du travail du Canada (CTC).

La FTQ a attaqué de front l'ADQ et ses idées durant la campagne électorale. Elle ne prit néanmoins pas position officiellement en faveur d'un parti politique en particulier, bien qu'elle souligna les actions entreprises par le gouvernement péquiste, appuyant donc informellement ce dernier. Contrairement à certaines élections antérieures, la FTQ n'appuie pas officiellement le PQ parce que les syndiqués du secteur public sont réticents et parce que la FTQ a peur de nuire au PQ déjà identifié par l'ADQ comme étant « le parti des syndicats »<sup>35</sup>.

### La Confédération des syndicats nationaux (CSN)

La CSN est la deuxième plus importante centrale syndicale, avec 279 150 membres en 2003<sup>36</sup>. 64 % des membres de ses membres font partie du secteur public<sup>37</sup>. La CSN est divisée en fédérations par secteurs d'activité. Ces fédérations sont propres à la CSN, contrairement à celles de la FTQ. Les fédérations n'ont pas d'affiliation extérieure mise à part la Confédération internationale des syndicats libres

<sup>34</sup> Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, *Projet de loi no 31 loi modifiant le code du travail du Québec* : Mémoire présenté devant la Commission de l'économie et du travail, [En ligne], adresse URL : [http://ftq.qc.ca/librairie/documents/memoire-Projetloi\\_31%20\\_code\\_travailqc2003-11-26.pdf](http://ftq.qc.ca/librairie/documents/memoire-Projetloi_31%20_code_travailqc2003-11-26.pdf)

<sup>35</sup> Mona-Josée Gagnon et Thomas Collombat, « Des messages pour le syndicalisme ». In *L'Annuaire du Québec 2004*, sous la dir. de Michel Venne, Montréal, Éditions Fides, 2003, p. 644.

<sup>36</sup> Canada, Développement des ressources humaines Canada, Direction de l'information sur les milieux de travail, « Effectifs syndicaux au Canada », *Gazette du travail*, vol. 7, no 3 (2004). Ottawa : Développement des ressources humaines Canada, p. 45.

<sup>37</sup> Mona-Josée Gagnon et Thomas Collombat, *op. cit.*, p. 646.

(CISL), dont sont aussi membres la FTQ et le CTC. La CSN « existe entièrement par elle-même », dit Jean Gérin-Lajoie<sup>38</sup>. Il y a aussi des conseils centraux au niveau régional.

La CSN n'a officiellement appuyé aucun parti, ses statuts le lui interdisant formellement. Elle s'est néanmoins prononcée contre l'ADQ. Certains conseils centraux, non soumis à la neutralité, ont donné leur appui à l'Union des forces progressistes, le Parti québécois étant jugé de plus en plus néolibéral.

#### La Confédération des syndicats du Québec (CSQ)

70 % des membres de la CSQ œuvrent dans le domaine de l'enseignement et 93 % de ses membres travaillent dans le secteur public. Sa structure est semblable à celle de la CSN en ce qui a trait à l'affiliation des syndicats locaux

Le concept de «bons d'éducation» proposé par l'ADQ a inquiété la CSQ qui l'a perçu comme « un danger majeur pour le réseau public<sup>39</sup> ». La centrale a produit un rapport sur ces bons, afin de les dénoncer publiquement. Elle n'a cependant officiellement appuyé aucun parti politique durant la campagne électorale.

---

<sup>38</sup> Jean Gérin-Lajoie, *Les relations du travail au Québec*, Montréal, Gaétan Morin éditeur, 2004, p. 100.

<sup>39</sup> Mona-Josée Gagnon et Thomas Collombat, *op. cit.*, p. 644.

### La Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

La CSD regroupait 61 430 membres en 2003<sup>40</sup>. Les membres de cette centrale sont principalement « des cols bleus du secteur manufacturier, dans des petites villes et dans des secteurs dits mous : la chemise, le vêtement pour hommes, le textile primaire ou la chaussure<sup>41</sup> ». La CSD n'a pas pris position pendant la campagne électorale. La centrale affirme :

Pas de politique partisane à la CSD... La représentation politique est une dimension fondamentale du rôle d'agent de changement social de la Centrale des syndicats démocratiques. Cependant, dans le plus grand respect de la volonté de ses membres, la CSD se veut entièrement libre de toute attache vis-à-vis des partis politiques<sup>42</sup>.

### Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

En 2003, le SFPQ représentait quelque 45 000 membres dans le secteur public québécois<sup>43</sup>. Le SFPQ a critiqué les trois grands partis se présentant aux élections, car les trois proposaient de réduire la taille de l'État. On peut lire dans une brochure produite par le syndicat :

---

<sup>40</sup> Canada, Développement des ressources humaines Canada, Direction de l'information sur les milieux de travail, « Effectifs syndicaux au Canada », *Gazette du travail*, vol. 7, no 3 (2004). Ottawa : Développement des ressources humaines Canada, p. 45.

<sup>41</sup> Jean Gérin-Lajoie, *op. cit.*, p. 95.

<sup>42</sup> Centrale des syndicats démocratiques, *Qu'est-ce que la CSD? – Libre d'attaches politiques ou financières* (page consultée le 8 mars 2006), [En ligne], adresse URL : <http://www.csd.qc.ca/csd/liberte.asp>

<sup>43</sup> Gilbert Leduc, « Négos dans le secteur public », *Le Soleil* (Québec), 26 septembre 2003, p. A10.

Les plates-formes électorales des partis dont nous avons extrait et résumé les grandes orientations reflètent, à des degrés variable, cette volonté de désengagement de l'État. Cet État qui garantit un monde solidaire pour tous. Or, au SFPQ, nous nous opposons vivement à cette conception de la société en vertu de laquelle l'intervention de l'État devrait être minimale. La mondialisation néolibérale et son cortège de fermetures, de licenciements, de reculs des droits et des conditions des travailleuses et des travailleurs et de surexploitation des ressources, nous convainquent que les services dispensés à travers la fonction publique sont plus que jamais indispensables<sup>44</sup>.

Ses critiques les plus sévères sont néanmoins adressées, en ordre, à l'ADQ, au PLQ puis au PQ.

#### Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Le SPGQ regroupe environ 18 000 membres<sup>45</sup> professionnels salariés dans le secteur public. Bien que son président aie critiqué davantage le PLQ et l'ADQ que le PQ, le SPGQ n'a appuyé aucun parti lors de la campagne électorale.

#### La Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)

La FIIQ regroupait quelque 45 000 membres du secteur public dans le domaine de la santé en 2003<sup>46</sup>. Sans prendre explicitement position en faveur d'un parti ou d'un autre, la FIIQ écrit, après avoir analysé les programmes du PQ, du PLQ, de l'ADQ et de l'Union des forces progressistes (UFP) :

<sup>44</sup> Syndicat de la fonction publique du Québec, *L'avenir de nos services publics : un enjeu fondamental!*, [En ligne], adresse URL : [http://www.sfpq.qc.ca/contenu/publicat/publications/avenir\\_services\\_publicques.pdf](http://www.sfpq.qc.ca/contenu/publicat/publications/avenir_services_publicques.pdf)

<sup>45</sup> « En bref », *Le Soleil* (Québec), 13 février 2003, p. A15.

<sup>46</sup> Canada, Développement des ressources humaines Canada, Direction de l'information sur les milieux de travail, « Effectifs syndicaux au Canada », *Gazette du travail*, vol. 7, no 3 (2004). Ottawa : Développement des ressources humaines Canada, p. 45.

L'écart entre les projets de société des différents partis en lice est tel, que l'élection qui s'annonce pourrait bien revêtir un caractère historique. Il y a des décennies, nous semble-t-il, que l'écart n'a pas été aussi important.

Les projets politiques libéral et adéquiste contiennent à plusieurs égards des ressemblances dont les plus frappantes sont certainement l'importante diminution des impôts, le remboursement de la dette, l'abolition des régies régionales, la négociation locale de certains aspects de la convention collective, l'assouplissement de l'article 45 du Code du travail, la fusion des programmes sociaux, la contribution du privé. Il s'agit, pourrait-on dire, de deux partis appartenant à une même famille politique puisqu'on y sent une même influence, celle du libéralisme économique, voire du néolibéralisme.

Contrairement à d'autres élections où l'enjeu était la question nationale et l'accès ou non à la souveraineté, le véritable enjeu de cette élection n'est pas, comme certains partis le prétendent seulement la santé, la conciliation travail-famille ou la décentralisation, mais bien plus fondamentalement le type de société dans laquelle nous voulons vivre. La vision des différents partis politiques sur le rôle de l'État est porteuse du projet de société en devenir<sup>47</sup>.

### 1.3. Corpus analysé

Le corpus analysé dans le cadre de ce mémoire comprend l'ensemble des éditoriaux parus du 15 avril 2003 au 14 avril 2004 dans les journaux *La Presse*, *Le Devoir* et *The Gazette* se rapportant à la confrontation entre les syndicats et le gouvernement Charest.

J'ai choisi d'étudier les journaux montréalais parce que Montréal est la ville la plus importante du Québec en termes de population (en 2001, 1 812 723 habitants dans la ville<sup>48</sup>, et environ 3 507 400 pour la région métropolitaine<sup>49</sup>), d'activité

---

<sup>47</sup> Fédération des infirmières et infirmiers du Québec, *FIIQ Actualités Vol. 14, no 2, avril 2003 : Spécial élection, campagne électorale 2003*, [En ligne], adresse URL : [http://www.fiiq.qc.ca/FIIQActualites/actualites1402\\_f.pdf](http://www.fiiq.qc.ca/FIIQActualites/actualites1402_f.pdf)

<sup>48</sup> Gouvernement du Canada, Statistique Canada, *Recensement de 2001*, tableau 109-5215. Ottawa, 2001.



économique et culturelle, etc. Il s'y déroule l'activité médiatique la plus considérable de la province : quatre journaux quotidiens, un grand nombre d'hebdomadaires, de stations de radio et de télévision, ainsi que la présence des sièges sociaux d'une bonne partie des entreprises qui contrôlent ces médias. La production de l'image des syndicats au Québec se fait en bonne partie à partir des rédactions de Montréal.

*Le Journal de Montréal* contient des chroniques, mais pas d'éditorial, et a donc été exclu de cette analyse. La chronique et l'éditorial sont deux types d'articles de journal fort différents et il serait difficile de comparer les uns aux autres. Pierre Sormany décrit ainsi l'éditorial :

L'éditorial n'est pas un genre particulier. C'est simplement l'opinion de l'éditeur d'une publication. Dans la tradition européenne, seul l'éditeur (ou à la rigueur son rédacteur en chef) peut signer l'éditorial. La presse américaine a cependant introduit la notion d'*équipe éditoriale* : il s'agit d'un groupe de "penseurs" ou d'observateurs privilégiés de la scène publique que l'éditeur embauche pour alimenter sa propre réflexion et pouvoir se pencher sur un éventail plus large de questions. [...] En pratique [...], les individus qui forment une équipe éditoriale finissent par jouir d'une certaine autonomie, dans leurs domaines de responsabilité propre<sup>50</sup>.

Alors que la chronique est décrite de cette façon :

La chronique (ou *column*, en anglais) constitue le genre journalistique le plus libre, le plus diversifié. « C'est un texte-amalgame où peuvent se retrouver des informations nouvelles, de l'analyse, du commentaire ou même du reportage, au fil d'une lecture personnelle qu'en fait le ou la journaliste (le ou la *columnist*). La chronique repose non pas sur la transmission de l'essentiel (la nouvelle) ni sur sa remise en contexte (l'analyse), mais sur la personnalité de celui à qui on confie cette chronique. C'est sa lecture de l'actualité, et sa façon de la raconter<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> Gouvernement du Canada, Statistique Canada, *Recensement de 2001*, tableau 051-0034. Ottawa, 2001.

<sup>50</sup> Pierre Sormany, *op. cit.*, pp. 128-129.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 120.

L'éditorial contient donc en principe l'opinion de l'éditeur du journal, et la chronique, celle du journaliste-chroniqueur.

Cette recherche porte sur les éditoriaux des journaux, parce que ceux-ci sont censés, comme il a été expliqué plus haut, représenter les positions éditoriales des médias desquels ils émanent. Analyser l'ensemble des articles de nouvelles traitant de syndicalisme parus dans les quotidiens montréalais sur une période d'une année aurait produit un corpus trop important pour pouvoir être analysé dans le cadre d'un mémoire de maîtrise.

Une période d'une année permet de se constituer un corpus d'une taille raisonnable et d'en dégager une bonne vue d'ensemble.

#### 1.4. Question de recherche

Nous cherchons ici à vérifier quelle image les médias écrits donnent des syndicats. Conformément au sujet de cette recherche, décrit dans la partie 1.1 de ce travail, la question de recherche est la suivante :

*Du 15 avril 2003 au 14 avril 2004, quelle image du syndicalisme se dégage des éditoriaux des journaux La Presse, Le Devoir et The Gazette dans le cadre de la confrontation opposant les syndicats et le gouvernement Charest?*

#### 1.5. Hypothèse principale et sous-hypothèses

Hypothèse principale : Le contenu des éditoriaux est influencé par la structure des entreprises médiatiques. Cela amène les médias étudiés, surtout *La Presse* et *The Gazette*, à produire une image négative des syndicats la plupart du temps.

*La Presse* et *The Gazette* appartiennent à des entreprises privées dont les propriétaires et dirigeants ont souvent des intérêts divergents par rapport à leurs employés. Ces divergences peuvent exister au niveau de la répartition des revenus de l'entreprise (salaires versus profits), de la façon dont sont prises les décisions dans

l'entreprise, de la ligne éditoriale du média et de son application, etc. Les journalistes et autres travailleurs ayant une influence significative sur le contenu et la forme du journal jouent un rôle très important dans la presse commerciale, mais ils sont tout de même obligés, jusqu'à un certain point, d'obéir à la structure hiérarchique de leur entreprise dont le sommet est occupé par ses dirigeants/propriétaires. Le cas du journal *Le Devoir*, qui se dit indépendant, est plus complexe que celui des autres journaux étudiés, celui-ci possédant une structure hiérarchique différente dans laquelle le directeur dispose d'une importante autonomie par rapport aux propriétaires de la corporation. Par ailleurs, *Le Devoir* n'appartient pas à des grands conglomérats comme *La Presse* et *The Gazette*. Nous émettons ici l'hypothèse que l'autonomie du directeur et l'indépendance du journal rendront *Le Devoir* moins critique des syndicats que les deux autres quotidiens étudiés. À l'inverse, *La Presse* et *The Gazette* seront plus critiques.

Par ailleurs, les annonceurs, qui fournissent aux entreprises de presse analysées une bonne partie de leurs revenus, sont elles-mêmes en majorité des entreprises privées; l'État, qui est aussi un employeur, annonce également dans ces médias. Il n'est pas abusif de supposer que les annonceurs partagent souvent une vision et des dynamiques communes avec les dirigeants et propriétaires des entreprises de presse. Ce facteur constitue un incitatif financier pour que les médias jugent de façon négative les syndicats. *La Presse* et *The Gazette* contiennent plus de publicité que *Le Devoir*, et on peut donc supposer qu'ils se feront plus critiques des syndicats pour cette raison.

Ceci est l'hypothèse principale de ce mémoire. Les sous-hypothèses servent à détailler cette première hypothèse.

### Sous-hypothèse 1 : Les éditoriaux évitent de prendre des positions trop extrêmes

Comme nous l'avons souligné auparavant en citant Armande Saint-Jean, les médias ont tendance à éviter d'adopter des positions trop extrêmes. Cela leur apporte une apparence d'objectivité qui sert à justifier la marge de manœuvre qu'on leur laisse comme composante essentielle d'une démocratie. Ils évitent également ainsi d'indisposer une part importante de leurs lecteurs et de leurs annonceurs, ce qui aurait pour conséquence de leur faire perdre des revenus.

### Sous-hypothèse 2 : Les éditoriaux d'un journal anglophone sont plus critiques des syndicats

Le contenu des éditoriaux est-il influencé par la langue dans laquelle il est rédigé? Nous émettons l'hypothèse que les éditoriaux du journal anglophone, *The Gazette*, critiqueront davantage les syndicats car la culture anglo-saxonne est plutôt individualiste et valorise peu la défense de droits collectifs. Il est aussi probable que *The Gazette* favorise davantage l'idée de compétition (plutôt que de coopération), un concept souvent associé à la culture anglo-saxonne.

### Sous-hypothèse 3 : Les moyens de pression des syndicats sont plus critiqués que leurs revendications

Il est probable que les quotidiens sont plus critiques envers les actions syndicales qu'envers les objectifs et revendications, puisque les actions représentent la partie la plus visible de l'action syndicale aux yeux des lecteurs.

### Sous-hypothèse 4 : Les moyens de pression illégaux sont davantage décriés que les moyens de pression légaux

À la suite de la sous-hypothèse précédente, nous ajoutons que, selon nous, les éditoriaux critiqueront davantage les actions illégales que celles qui sont légales puisque ce sont ces actions illégales qui sont les plus visibles et aussi les plus menaçantes pour les intérêts patronaux.

## 1.6. Méthodologie

Le corpus étudié a été décrit dans la partie 1.3 de ce travail. Il comprend la totalité des éditoriaux dans lesquels il est question des syndicats dans leur confrontation avec le gouvernement Charest.

Le contenu de ces éditoriaux est ensuite analysé par rapport à un certain nombre de critères. Le tableau 1.2 présente les divers aspects analysés, accompagnés des notes qui peuvent leur être assignées. Ces aspects ont été retenus parce qu'ils correspondent aux thèmes récurrents des éditoriaux et sont suffisamment détaillés pour permettre une analyse nuancée des résultats qui seront obtenus. Une section *Autres mentions du syndicalisme* a été créée pour tenir compte des éditoriaux qui entrent dans le corpus du mémoire mais qui ne peuvent être analysés à l'aide des aspects retenus dans le tableau. Pour la plupart des aspects analysés, les notes sont : *positif*, *négatif*, *mention sans prise de position* et *sans objet*. Un aspect abordé dans un éditorial reçoit une note positive (+1) si on retrouve une prise de position en faveur des objectifs, des actions ou de l'attitude des syndicats dans cet éditorial. Une prise de position défavorable apporte une note négative (-1). Une mention sans prise de position apporte une note neutre (0). Enfin, l'aspect reçoit la note « *sans objet* » s'il n'est pas abordé dans l'éditorial étudié. Pour ce qui est des aspects relatifs à la législation et ceux relatifs aux conditions de travail dans les milieux syndiqués décrits, une prise de position *négatif car considéré trop à l'avantage des syndiqués* donne une note négative (-1), alors qu'une note *négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs* donne une note positive (+1), puisqu'une législation ou des conditions de travail considérées trop à l'avantage des employeurs sont forcément perçues non avantageuses pour les travailleurs syndiqués, et vice versa.

Tableau 1-4 Aspects analysés et réponses possibles

Aspects analysés			Réponses possibles
Pouvoir des syndicats	Concernant le milieu de travail	Spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
		Non spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
	Ne concernant pas le milieu de travail		Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
Revendications	Liées au travail	Spécifiques au milieu ou secteur de travail de ceux qui les adoptent	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
		Non spécifiques au milieu ou secteur de travail de ceux qui les adoptent	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
	Non liées au travail		Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
Moyens de pression	Liés au travail	Effectifs	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
		En discussion	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
	Non liés au travail	Effectifs	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
		En discussion	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet

Aspects analysés			Réponses possibles
Attitude des syndicats ou des travailleurs syndiqués	Face aux employeurs		Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
	Face aux sous-traitants		Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
	Face au reste de la société, excluant les employeurs et les sous-traitants		Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
Législation	Relative au monde du travail	Relative à la reconnaissance des syndicats par les employeurs	Positif, mention sans prise de position, négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs, négatif car considéré trop à l'avantage des syndicats, sans objet
		Non relative à la reconnaissance des syndicats par les employeurs	Positif, mention sans prise de position, négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs, négatif car considéré trop à l'avantage des syndicats, sans objet
	Non relative au monde du travail		Positif, mention sans prise de position, négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs, négatif car considéré trop à l'avantage des syndicats, sans objet

Aspects analysés	Réponses possibles
Solidarité entre travailleurs syndiqués, comprenant les actions liées à la présence ou à l'absence de cette solidarité	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
Sur le principe de la convention collective	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet
Conditions de travail dans le milieu syndiqué décrit	Positif, mention sans prise de position, négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs, négatif car considéré trop à l'avantage des travailleurs, sans objet
Autres mentions du syndicalisme	Positif, négatif, mention sans prise de position, sans objet

Les noms des syndicats en cause dans les éditoriaux seront aussi notés. S'il y a plusieurs déclarations touchant le même aspect, les résultats seront additionnés. Le résultat correspondra au score du journal pour cet aspect.

Les résultats seront compilés pour voir quelle image des syndicats est propagée, que ce soit de manière générale, par quotidien, par aspect analysé, etc. Nous tenterons de voir si les actions, légales ou illégales, et les objectifs des syndicats sont traités différemment dans un même quotidien. Nous vérifierons jusqu'à quel degré le pouvoir des syndicats est accepté par les différents médias. Les jugements portés sur l'attitude des syndiqués face aux autres acteurs sociaux (employeurs, sous-traitants, reste de la population) seront étudiés. Les points de vue éditoriaux portés sur



la législation qui affecte les syndicats, qu'elle soit applicable exclusivement ou non au domaine du travail salarié, seront cernés.

Le travail sera divisé en catégories et sous-catégories en regroupant plusieurs éditoriaux au cours de la période étudiée. Les éditoriaux seront traités pour chacune des catégories ou sous-catégories qu'ils abordent. Les données recueillies conformément au tableau 1.2 seront exploitées dans l'analyse.

Nous tenterons d'analyser les causes des prises de positions des acteurs. Le tout devrait permettre de répondre de façon nuancée à la question de recherche.

## **CHAPITRE II**

### **ANALYSE DES ÉDITORIAUX ET DES CHRONIQUES**

Ce chapitre analyse les éditoriaux sélectionnés conformément aux indications données dans le Chapitre I. Il vise à dresser un portrait nuancé des idées avancées dans chacun des journaux analysés par rapport aux actions et attitudes des divers syndicats.

Les éditoriaux ont été sélectionnés et codifiés conformément à la méthode décrite dans le chapitre I. Le présent chapitre consiste en une analyse de ces éditoriaux. Cette analyse s'appuie sur une étude minutieuse des éditoriaux, classés par sujet et par date, dans le but de tracer un portrait complet de l'image des syndicats en leur sein, en tenant compte des divers paramètres (date, journal, etc.). Les données statistiques obtenues grâce à la grille d'analyse mise au point dans le chapitre I seront aussi prises en compte dans cette analyse.

Les éditoriaux sont classés par sujet, d'abord en grandes catégories, puis éventuellement en sous-catégories. Après avoir effectué une analyse par sujets, nous effectuerons une synthèse des données obtenues.

Les catégories retenues sont les suivantes :

- Lutte entre syndicats et gouvernement du Québec à l'automne 2003 (analyse générale) (section 2.1.1);
- lois adoptées par l'Assemblée nationale du Québec en décembre 2003 :
  - fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé (section 2.1.2.1);
  - interdiction de syndicalisation pour les éducatrices œuvrant en milieu familial (section 2.1.2.2);

- modification à l'article 45 du Code du travail du Québec (section 2.1.2.3);
- enseignants (section 2.1.3);
- équité salariale (section 2.1.4).

Au total, 50 éditoriaux ont été retenus : 19 proviennent du *Devoir*, 15 de *La Presse* et 16 de *The Gazette*.

## 2.1. Analyse détaillée des éditoriaux

### 2.1.1 Lutte entre syndicats et gouvernement du Québec à l'automne 2003 (analyse générale)

#### 2.1.1.1. Analyse par journal

##### 2.1.1.1.1. Le Devoir

Onze éditoriaux du journal *Le Devoir* entrent dans cette catégorie. Ils traitent tous du mouvement syndical en général. Néanmoins, bien qu'aucun éditorial n'ait comme sujet principal un syndicat particulier, un éditorial fait néanmoins référence à l'attitude du président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), un autre évoque les syndicats ontariens et un troisième cite la « Fédération de la santé » de la CSN. Ils traitent de revendications générales ou spécifiques liées au travail, de moyens de pression en discussion ou effectifs liés au travail, de moyens de pression non liés aux lois du travail, de l'attitude face à la société et au gouvernement dans le conflit, de la législation relative à la reconnaissance des syndicats (article 45 dans ce cas) et de l'interaction entre les acteurs. Les éditoriaux ne prennent généralement pas une position tranchée en faveur de l'un ou l'autre camp, mais soulignent plutôt le manque de communication existant entre les parties. Quelques

« excès » sont dénoncés, le vandalisme en ce qui concerne les syndicats et le manque d'écoute pour ce qui est du gouvernement.

Les textes de Bernard Descôteaux (21 juin, 3 octobre, 20 décembre 2003 et 14 avril 2004) sont des analyses de l'action, des attitudes et de la stratégie du gouvernement Charest. Elles visent à tracer un portrait d'ensemble de l'action de ce dernier. Descôteaux souligne la tension qui va en augmentant entre les syndicats et le gouvernement en juin 2003. Il mentionne également le manque de clarté existant quant aux projets des libéraux en octobre de la même année. Il constate que le gouvernement a mis de côté la concertation, qu'il semble être très déterminé à appliquer ses réformes et donne l'impression de prendre ses décisions seul, peu importe l'opposition manifestée par la population et les centrales syndicales. Il considère néfaste cette attitude et croit que le gouvernement devrait davantage rechercher le dialogue, plutôt que l'affrontement. Il déclare que le gouvernement essaie de faire toutes ses réformes en même temps<sup>52</sup>.

Les éditoriaux signés par Josée Boileau (7 juillet, 20 octobre et 2 décembre 2003) sont davantage axés sur l'appel aux parties à se parler. Elle déplore que le gouvernement ait mit de côté la concertation. Elle condamne aussi les attitudes intransigeantes manifestées tant par le gouvernement que par les syndicats. Elle appelle à la création de commissions parlementaires dans le but d'étudier les réformes proposées par le gouvernement Charest<sup>53</sup>. Elle rappelle que les syndicats pourraient bloquer des réformes auxquelles ils s'opposent, comme ils l'ont fait en Ontario sous le gouvernement conservateur de Mike Harris.

En septembre 2003, Jean-Robert Sansfaçon (2 septembre, 5 novembre, 3 et 12 décembre 2003) souligne que l'appui manifesté par la population au gouvernement

<sup>52</sup> Bernard Descôteaux, « Choisir ses batailles », *Le Devoir* (Montréal), 21 juin 2003, p. B4.

<sup>53</sup> Josée Boileau, « Faut se parler », *Le Devoir* (Montréal), 20 octobre 2003, p. A6.

Charest est assez élevé. Mais les choses se gâtent vite. Bientôt, il dénonce l'isolement, l'inaccessibilité du gouvernement qui s'en remet trop à « des conseillers politiques et des attachés de presse inexpérimentés<sup>54</sup> ». Il reconnaît la légitimité du gouvernement, qui a été élu comme gouvernement de droite, mais considère que celui-ci ne peut persister dans cet isolement. Il considère que le gouvernement doit accompagner ses réformes de mesures profitant directement à la population s'il veut conserver un appui dans la population (par exemple, bonifier la condition des familles qui n'envoient pas leurs enfants à la garderie, en même temps que les frais de garderie sont haussés<sup>55</sup>). Il jauge le rapport de force et appelle le gouvernement à profiter de l'ouverture à la concertation manifestée par les centrales syndicales, sans quoi la situation risquerait de se détériorer, alors que le moment du renouvellement des conventions collectives dans le secteur public québécois est proche. À ce sujet, il considère que la négociation des conventions collectives des employés du secteur public doit être guidée par « l'aménagement raisonnable des conditions de travail dans le respect de la capacité de payer des Québécois<sup>56</sup> », alors que les élus syndicaux auraient remis des demandes « délirantes<sup>57</sup> ». Il appuie le ministre des Finances Yves Séguin qui offre un gel des salaires. Il mentionne les sommes importantes dépensées par le gouvernement dans les dernières années pour satisfaire les employés du secteur public, notamment en ce qui concerne les enseignants et le dossier de l'équité salariale.

<sup>54</sup> Jean-Robert Sansfaçon, « Du calme, mais encore ? », *Le Devoir* (Montréal), 3 décembre 2003, p. A6.

<sup>55</sup> « En revanche, certains changements qui reçoivent déjà la bénédiction d'une majorité de citoyens, comme l'augmentation des tarifs de garde et leur modulation en fonction du revenu, continueront d'alimenter la popularité des libéraux si ces derniers ont la présence d'esprit d'accompagner la réforme d'une bonification des conditions faites aux familles dont les enfants ne fréquentent pas les garderies ». Jean-Robert Sansfaçon, « Un automne chaud ? », *Le Devoir* (Montréal), 2 septembre 2003, p. A8.

<sup>56</sup> Jean-Robert Sansfaçon, « Le mélodrame s'amorce », *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 2003, p. A8.

<sup>57</sup> Jean-Robert Sansfaçon, « Le mélodrame s'amorce », *loc. cit.*

#### 2.1.1.1.2. La Presse

Les éditoriaux de *La Presse* sont au nombre de neuf. Ils traitent du mouvement syndical en général. Il y est question des revendications liées au travail, considérées de façon parfois positive (les revendications liées à l'éventuelle modification de l'article 45 du Code du travail), sinon plutôt neutre. Les revendications non liées au travail (frais de garderie, par exemple) sont mal vues. Conséquence de ces positions nuancées, les moyens de pression sont également jugés différemment selon la cause au nom de laquelle ils sont exercés. Les éditoriaux traitent de la place que le gouvernement doit accorder aux centrales syndicales, de l'ouverture qu'il doit démontrer. Ils appellent tant le gouvernement que les centrales à discuter davantage. Les modifications proposées à l'article 45 du Code du travail suscitent une certaine méfiance et les éditorialistes tendent à s'y opposer, mais sont ouverts à faciliter le recours à la sous-traitance, à condition que ces changements ne se fassent pas dans une atmosphère de confrontation.

André Pratte (5 juin, 22 et 28 octobre, 8 et 11 décembre 2003, 19 janvier et 14 avril 2004) est ouvert aux projets du gouvernement libéral, mais souligne que celui-ci et les centrales syndicales devront faire place à davantage d'ouverture et devront « baisser le ton<sup>58</sup> ». Il rappelle d'ailleurs que l'insatisfaction ne se limite pas aux syndicats, mais s'étend à la population en général. Il croit que les projets gouvernementaux seraient probablement acceptés plus facilement par la population s'ils étaient mieux expliqués et pense que l'opposition des centrales est excessive et peu justifiable. Pratte considère que le gouvernement Charest, contrairement à ce qu'affirmait son slogan électoral (« Nous sommes prêts »), n'était pas prêt et que ses réformes se font à la va-vite et dans le désordre. Il ne croit pas que l'attitude du PLQ, qui joue « les matamores vis-à-vis des syndicats<sup>59</sup> », soit la meilleure. Il note que le

<sup>58</sup> André Pratte, « Les grands chevaux », *La Presse* (Montréal), 22 octobre 2003, p. A22.

<sup>59</sup> André Pratte, « Le retard », *La Presse* (Montréal), 8 décembre 2003, p. A8.

premier ministre Jean Charest a déclaré à la présidente de la CSN qu'il s'était mal exprimé en la qualifiant de « petite madame Carboneau », mais qu'il ne s'est pas excusé. Pratte se demande pourquoi Charest refuse de s'excuser.

Michèle Boisvert (24 septembre 2003) se demande si l'annonce au début de l'automne 2003 d'un supposé important déficit par le ministre québécois des Finances, Yves Séguin, visait à « préparer les contribuables et les syndicats à d'importants sacrifices<sup>60</sup> », manœuvre qu'elle juge plutôt malhabile.

Katia Gagnon (12 décembre 2003) souligne que la grande journée de perturbation organisée par les syndicats s'est déroulée généralement dans l'ordre. Elle considère que les syndicats ont raison de s'inquiéter des modifications prévues à l'article 45 du Code du travail, qui « pourraient se traduire par des pertes d'emplois, des conditions de travail réduites pour les travailleurs<sup>61</sup> ». Mais elle juge les autres griefs adressés à l'endroit du gouvernement (réduction du nombre d'accréditations syndicales dans le monde de la santé, hausse des frais de garderie) comme étant moins justifiables. Elle invite tant les syndicats que le gouvernement à s'ouvrir davantage à la discussion.

#### 2.1.1.1.3. The Gazette

Huit éditoriaux paraissent dans *The Gazette* (9 et 19 octobre, 3, 11, 12 et 14 décembre 2003, 15 février et 4 mars 2004). Ce quotidien est le plus favorable des quatre aux projets gouvernementaux. De nombreuses interventions appuient le gouvernement dans ses démarches. Il traite du mouvement syndical en général, sauf

<sup>60</sup> Michèle Boisvert, « L'improvisation de M. Séguin », *La Presse* (Montréal), 24 septembre 2003, p.A20.

<sup>61</sup> Katia Gagnon, « Coup de semonce », *La Presse* (Montréal), 12 décembre 2003, p. A18.

dans un éditorial où il fait référence à la grève chez Urgel Bourgie. Tant les revendications que les moyens de pression des syndicats sont jugés inopportuns, voire condamnables. La législation relative du travail à la reconnaissance des syndicats est mentionnée. Le journal juge que la majorité des Québécois appuient le gouvernement Charest et que celui-ci a donc toute la légitimité voulue pour agir. Les syndicats agiraient donc contre la volonté populaire. Néanmoins, le premier ministre devrait mieux expliquer son programme à la population. Le journal répète constamment que les forces « pro-interventionnistes » ont perdu les élections et qu'elles doivent s'y faire. Il considère que le niveau de taxation des Québécois rend nécessaire la « réingénierie »<sup>62</sup>. *The Gazette* plaide le recours à la sous-traitance, possiblement en concurrence avec le secteur public.

#### 2.1.1.2. Points marquants

Cette catégorie est celle qui regroupe le plus d'éditoriaux (28). Elle répertorie les éditoriaux traitant des grandes orientations et politiques du gouvernement libéral de Jean Charest au cours de la première année de son mandat électoral. Elle comprend aussi ceux où il est question de l'attitude du gouvernement face à la société québécoise.

Une part importante des éditoriaux de cette catégorie souligne le manque de communication existant entre le gouvernement et la société, et surtout les syndicats. Bien que l'intransigeance des deux parties soit dénoncée, la fermeture du gouvernement l'est davantage. Ces éditoriaux paraissent principalement pendant l'automne 2003. La plupart soutiennent que le gouvernement a une certaine légitimité à effectuer les changements qu'il projette, et que ceux-ci peuvent être souhaitables

<sup>62</sup> « This province is the most highly taxed in North America, and some reorganization of delivery of public services is essential if that's going to change. But there's no war against the unions going on, and the union must not be allowed, through vandalism or thuggery, to fight against the public ». « Reason needed, not slogans », *The Gazette* (Montréal), 12 décembre 2003, p. A30.



(surtout dans *The Gazette* et dans une moindre mesure dans *La Presse*), mais que le gouvernement doit s'y prendre autrement et doit davantage consulter la population. Il ne doit pas agir dans la précipitation. Les éditorialistes vantent au passage le partenariat qui a jusqu'ici donné de bons résultats dans la société québécoise et auquel les syndicats sont particulièrement ouverts, ce dont devrait profiter le gouvernement.

*The Gazette*, bien qu'elle reconnaisse une certaine légitimité aux actions syndicales lorsque celles-ci se déroulent de façon pacifique, défend néanmoins de façon virulente le programme libéral, notamment en ce qui a trait à une plus grande ouverture à la sous-traitance. Elle déclare régulièrement que la plupart des Québécois appuient le gouvernement libéral et que les forces « pro-interventionnistes » ont perdu les élections et qu'elles doivent l'accepter (les éditorialistes, de façon générale, considèrent que le gouvernement de Jean Charest est moins à l'écoute des syndicats que les gouvernements dirigés par le Parti québécois dans le passé).

Les éditoriaux de tous les journaux traitent de la « Journée nationale de perturbations » visant à perturber l'économie québécoise, organisée par les syndicats le 11 décembre 2003. Ils soulignent que la journée s'est déroulée sans débordements importants, mis à part des actes de vandalisme survenus dans les garages de la Société de transport de Montréal et une grève affectant les Centres de la petite enfance.

## 2.1.2 Lois adoptées par l'Assemblée nationale du Québec en décembre 2003

### 2.1.2.1. Fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé

#### 2.1.2.1.1. Analyse par journal

##### 2.1.2.1.1.1. Le Devoir

Un éditorial paraît dans *Le Devoir*. Il mentionne le mouvement syndical québécois en général. Il y est question des moyens de pression liés au travail effectifs ou en discussion, qui sont mentionnés mais non jugés.

Bernard Descôteaux (20 décembre 2003) décrit le style de gouvernance qu'exerce Jean Charest. Il considère ce style, qui se manifeste notamment dans les relations avec les syndicats, comme inquiétant à cause du potentiel d'affrontement qu'il recèle. Il déclare que le premier ministre dirige le gouvernement de façon assez autoritaire, qu'il « ne s'appuie pas sur la concertation entre acteurs sociaux pour décider [...] Il appartient au gouvernement seul, estime [Jean Charest], d'interpréter le mandat reçu des électeurs<sup>63</sup> ». Descôteaux estime que Charest a agi ainsi dans le dossier de la fusion des accréditations syndicales dans le milieu de la santé. Il souligne la polarisation grandissante de la société québécoise et, rappelant que le temps des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des employés de l'État québécois approche, déclare que le gouvernement devrait « briser cette polarisation [...] sans quoi il y a un risque d'entraîner le Québec dans des heurts sociaux dont nul n'a besoin<sup>64</sup> ». Il constate que le premier ministre a rencontré les dirigeants syndicaux, mais n'a accepté aucun compromis.

<sup>63</sup> Bernard Descôteaux, « Le style Charest », *Le Devoir* (Montréal), 20 décembre 2003, p. B4.

<sup>64</sup> Bernard Descôteaux, « Le style Charest », *loc. cit.*

### 2.1.2.1.1.2. La Presse

Quatre éditoriaux paraissent dans *La Presse*. Il est question soit du mouvement syndical en général, soit de la CSN, qui regroupe un nombre important d'employés du secteur de la santé au Québec. On mentionne l'attitude des syndicats face à la société en soulignant que les premiers ont joué sur les peurs de la seconde.

Katia Gagnon (12 novembre et 12 décembre 2003) appuie sans réserve le projet de fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé au Québec : elle juge cette tâche d'une « importance primordiale<sup>65</sup> ». Elle évoque les difficultés de gestion d'un milieu de travail comprenant plusieurs dizaines d'accréditations syndicales. Mais elle souligne qu'étant sur la table en même temps que les modifications prévues à l'article 45 du Code du travail et les négociations prochaines dans le secteur public québécois, ces changements provoquent un « climat d'affrontement avec les syndicats<sup>66</sup> » qui les rend d'autant plus durs à faire accepter. Commentant la journée nationale de perturbation, elle considère ridicule que les centrales se battent contre ces fusions, qui sont un projet qu'elle juge « nécessaire<sup>67</sup> » et que la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN acceptait il y a quelques mois.

André Pratte (19 janvier et 14 avril 2004) fait à deux reprises le point sur l'action du gouvernement Charest. Mises à part les modifications proposées à l'article 45, il appuie la majorité des changements proposés par le gouvernement Charest. Il considère que le premier ministre a « surestimé la solidité du mandat qui lui a été confié<sup>68</sup> ». Pratte croit que la population aurait pu appuyer les mesures proposées par Charest si celui-ci avait adopté une approche plus pédagogique, expliquant le sens de ses réformes à la population, qui ne « s'oppose pas viscéralement aux politiques de ce

<sup>65</sup> Katia Gagnon, « Dynamiter les silos », *La Presse* (Montréal), 12 novembre 2003, p. A22.

<sup>66</sup> Katia Gagnon, « Dynamiter les silos », *loc. cit.*

<sup>67</sup> Katia Gagnon, « Coup de semonce », *La Presse* (Montréal), 12 décembre 2003, p. A18.

<sup>68</sup> André Pratte, « L'erreur de M. Charest », *La Presse* (Montréal), 19 janvier 2004, p. A10.

gouvernement », qu'elle est même en partie « prête à appuyer<sup>69</sup> » notamment en ce qui concerne la fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé, considérée comme « un passage obligé pour une gestion plus intelligente des soins de santé<sup>70</sup> ». Il pense que les syndicats auraient même pu appuyer le gouvernement dans certains dossiers, comme ils l'avaient fait pour Lucien Bouchard et son « déficit zéro ». L'éditorialiste considère que le gouvernement « a procédé dans la précipitation et le désordre<sup>71</sup> », avec un manque total de préparation. Il ajoute que les centrales ont pour leur part commis des excès de langage dans le but de donner une image négative du gouvernement du Québec à la population. Il s'inquiète que les changements proposés par Charest, qu'il juge en bonne partie nécessaires, puissent être retardés à cause de cette attitude.

#### 2.1.2.1.2. Points marquants

Cinq éditoriaux entrent dans cette catégorie. Tous traitent de la législation relative à la reconnaissance des syndicats, c'est-à-dire la loi qui impose la fusion des accréditations syndicales en santé. Tous les éditoriaux sont critiques face à l'action du gouvernement Charest, mais dans une mesure différente. Bernard Descôteaux du *Devoir* manifeste de l'inquiétude par rapport au style autoritaire du gouvernement Charest qui pourrait menacer la paix sociale. Katia Gagnon et André Pratte de *La Presse* appuient les changements proposés par le gouvernement, mais critiquent le manque de stratégie du gouvernement, qui propose beaucoup de changements en même temps et agit comme s'il disposait d'un appui indéfectible de la population. Tous deux critiquent les prises de position, les actions et le ton des centrales syndicales.

<sup>69</sup> André Pratte, « L'erreur de M. Charest », *loc. cit.*

<sup>70</sup> Pratte, André, « Ils n'étaient pas prêts », *La Presse* (Montréal), 14 avril 2004, p. A16.

<sup>71</sup> André Pratte, « Ils n'étaient pas prêts », *loc. cit.*

## 2.1.2.2. Interdiction de syndicalisation pour les éducatrices œuvrant en milieu familial

### 2.1.2.2.1. Analyse par journal

#### 2.1.2.2.1.1. Le Devoir

2 éditoriaux paraissent dans *Le Devoir*. Ils traitent du mouvement syndical en général, sans mentionner un syndicat en particulier. La législation et les conditions de travail sont considérées comme étant à l'avantage du gouvernement.

Josée Boileau (19 juin et 11 septembre 2003) estime que le retrait du droit à la syndicalisation des éducatrices en milieu familial par le gouvernement Charest témoigne d'un manque de respect à l'égard de leur travail. Elle écrit que celles-ci « ont le droit de réclamer d'être mieux payées et mieux traitées<sup>72</sup> ». Elle note que le gouvernement ne s'en tient qu'à des préoccupations financières. Elle note l'ironie d'une telle décision alors que le ministre du Travail, Michel Després, déclarait il y a peu de temps se préoccuper du sort des travailleurs atypiques

#### 2.1.2.2.1.2. La Presse

Un éditorial paraît dans *La Presse*. On ne nomme pas de syndicat en particulier. La législation et les conditions de travail sont considérées comme trop à l'avantage du gouvernement.

Katia Gagnon (20 juin 2003) déplore l'interdiction du droit à la syndicalisation des éducatrices en milieu familial. Elle considère qu'une telle mesure « brime un droit fondamental<sup>73</sup> ». Elle note que seul un faible nombre d'éducatrices avait de toute façon entrepris une démarche de syndicalisation. Gagnon croit que le

<sup>72</sup> Josée Boileau, « Tout se joue avant six ans », *Le Devoir* (Montréal), 11 septembre 2003, p. A6.

<sup>73</sup> Katia Gagnon, « Les vertus de la carotte », *La Presse* (Montréal), 20 juin 2003, p. A8.

gouvernement aurait mieux fait d'améliorer leurs conditions de travail, ce qui aurait freiné les tentatives de syndicalisation. Elle souligne qu'il est illogique que les centres de la petite enfance agissent comme « des patrons hyper-contrôlants<sup>74</sup> », alors que les éducatrices en milieu familial sont considérées comme des travailleuses autonomes et non des employées.

#### 2.1.2.2.1.3. The Gazette

Deux éditoriaux sont publiés dans *The Gazette*. Encore là, aucun syndicat particulier n'est mentionné. La législation est soit mentionnée, soit considérée comme étant trop à l'avantage du gouvernement. Les conditions de travail sont également jugées comme étant trop à l'avantage du gouvernement.

Les éditorialistes (19 juin 2003 et 15 février 2004) ne comprennent pas pourquoi le gouvernement du Québec interdit le droit à la syndicalisation aux éducatrices en milieu familial. Bien que ces éditorialistes appuient les déclarations du ministère de la Santé selon lesquelles une syndicalisation de ce groupe n'a pas nécessairement de sens, ils considèrent que ce n'est pas au gouvernement, mais bien aux éducatrices elles-mêmes, de décider si elles veulent se syndiquer ou non. Ils rappellent que Québec est préoccupé par les coûts liés à une éventuelle syndicalisation. Les éditorialistes croient que cela envoie le message que nous ne reconnaissons pas à sa juste valeur le travail de ces éducatrices. Ils notent que cette mesure fait partie d'un ensemble d'actions qui a monté une partie importante de la population contre le gouvernement Charest.

---

<sup>74</sup> Katia Gagnon, « Les vertus de la carotte », *loc. cit.*

#### 2.1.2.2.2. Points marquants

Huit éditoriaux entrent dans cette catégorie. Dans tous les journaux, ils traitent de la législation relative à la reconnaissance des syndicats, qui est dans ce cas l'interdiction faite aux éducatrices œuvrant en milieu familial de se syndiquer. Ils considèrent tous que cette mesure se fait au détriment des travailleuses, au seul avantage de l'État, et déclarent que leurs conditions de travail sont en-dessous de ce qu'elles sont en droit d'attendre. Tous les éditorialistes critiquent la décision de Québec. Katia Gagnon de *La Presse* note que le mouvement de syndicalisation n'était de toute façon pas si important, alors que les éditorialistes de *The Gazette* affirment que, même si l'utilité de la syndicalisation est discutable dans ce cas, il s'agit néanmoins d'un droit fondamental auquel Québec ne peut contrevenir. Comme Josée Boileau du *Devoir*, ils déplorent que Québec ne tienne compte que des impacts financiers en ce qui a trait à la syndicalisation des éducatrices en milieu familial et considère que cela dénote un manque de considération pour leur travail (qui est atypique comme le mentionne Boileau).

#### 2.1.2.3. Modifications à l'article 45 du Code du travail du Québec

##### 2.1.2.3.1. Analyse par journal

##### 2.1.2.3.1.1. Le Devoir

Cinq éditoriaux du *Devoir* entrent dans cette catégorie. Ils traitent du mouvement syndical en général. Cependant l'éditorial de Josée Boileau nomme explicitement la FTQ et la CSN. Il y est question des moyens de pression utilisés par les syndicats pour tenter notamment de contrer les modifications prévues par le gouvernement Charest à l'article 45 du Code du travail du Québec. Il y est question de la législation relative à la reconnaissance syndicale (sujet de l'article 45).

Jean-Robert Sansfaçon (17 septembre, 14 novembre et 13 décembre 2003) est en accord avec le projet de loi 31, qui modifie l'article 45 du Code du travail, mais à condition que certains amendements y soient apportés. Il considère acceptable que des entreprises cèdent leurs activités secondaires à d'autres entreprises. Mais il n'est pas urgent de modifier la loi, d'autant plus que cette loi n'est pas la principale raison pour laquelle les entreprises ne font pas appel à la sous-traitance, et il croit que Charest provoquerait un inutile affrontement avec le monde syndical en voulant faire adopter ce projet de loi en vitesse. Il croit que le gouvernement ne doit pas oublier de protéger les droits fondamentaux des travailleurs dans son projet de loi et ne pas bêtement faire un cadeau au monde patronal, sans quoi le gouvernement serait responsable du désordre social qui s'ensuivrait avec les réactions syndicales.

Josée Boileau (2 décembre 2003) condamne l'inflexibilité des syndicats et du gouvernement sur les modifications prévues à l'article 45. Elle déplore la violence et le langage utilisés par les syndiqués et l'attitude de Jean Charest et de Claude Béchard à l'endroit des syndicats. Boileau note que le gouvernement accorde trop peu de temps à l'étude du projet de loi, qui n'est par ailleurs pas justifié par des études, ce qui provoque la colère du monde syndical. Elle décrit les manifestations organisées par la FTQ contre les modifications prévues à l'article 45 comme étant « supposément contrôlées » et dit

À l'enflure verbale qui a gonflé tout l'automne s'ajoutent maintenant les gros bras : ceux des syndicats qui sèment la pagaille — et des tracts, des coups, des insultes — dès qu'on leur entrouvre une porte; ceux du gouvernement qui [...] a entrepris dès octobre, c'est-à-dire avant les dérapages, de renforcer la garde rapprochée des ministres. C'est ce qui s'appelle créer un climat<sup>75</sup>.

---

<sup>75</sup> Josée Boileau, « Surenchère », *Le Devoir* (Montréal), 2 décembre 2003, p. A6.



Bernard Descôteaux (20 décembre 2003) note que le gouvernement Charest n'a fait aucune concession aux syndicats sur l'article 45.

Dans tous les cas, l'attitude intransigeante de toutes parts, mais surtout du côté du gouvernement, est mentionnée et condamnée. On juge que le gouvernement tente d'agir trop vite et provoque un affrontement inutile avec les syndicats.

#### 2.1.2.3.1.2. La Presse

Trois éditoriaux, tous rédigés par André Pratte, paraissent dans *La Presse*. Il est question du mouvement syndical en général, sauf dans un où sont mentionnées la FTQ, la présidente de la CSN et Jean Lapierre, ancien président du syndicat des cols bleus regroupés de Montréal. La question du pouvoir syndical est abordée de façon négative (il est dit qu'il faut faire attention de ne pas « étendre les tentacules des syndicats<sup>76</sup> »). Les moyens de pression utilisés par les syndicats en rapport avec ce projet de loi sont jugés injustifiables. Leur attitude face à la société est condamnée : « les opposants aux libéraux, en particulier les syndicats, ont réussi à provoquer un climat de crise, misant notamment sur les peurs naturelles des gens relativement à la sous-traitance. Ils ont caricaturé ses politiques [...]»<sup>77</sup>. Il est question de la reconnaissance par l'État des syndicats (article 45).

André Pratte (18 septembre, 24 novembre 2003 et 19 janvier 2004) se questionne sur la nécessité de l'adoption du projet de loi 31. Il note l'opposition syndicale à ce sujet. Il appuie l'argument des centrales selon lequel le Code du travail n'est pas une raison importante parmi celles que les entreprises québécoises évoquent pour expliquer leur faible recours à la sous-traitance. Bien qu'il juge l'interprétation de l'actuel article 45 du Code du travail trop large, il s'inquiète que les modifications

<sup>76</sup> André Pratte, « Le leurre du 45 », *La Presse* (Montréal), 18 septembre 2003, p. A14.

<sup>77</sup> André Pratte, « L'erreur de M. Charest », *La Presse* (Montréal), 19 janvier 2004, A10.

proposées protègent inadéquatement les travailleurs, notamment parce que ceux-ci risqueraient de se retrouver sans convention collective (alors que celle-ci a été signée de bonne foi) après que certaines tâches aient été cédées en sous-traitance. Il note que les conflits relatifs à la sous-traitance se transporteront alors au niveau des entreprises (pour enchâsser une protection dans les conventions collectives) et que ce genre de conflit est réputé pour être particulièrement dur. Il croit que le gouvernement devrait être davantage ouvert à la discussion avec les syndicats.

#### 2.1.2.3.1.3. The Gazette

Neuf éditoriaux de *The Gazette* entrent dans cette sous-catégorie (9, 24 et 30 mai, 18 et 19 septembre, 3, 11 et 12 décembre 2003 et 15 février 2004). Certains éditoriaux traitent du mouvement syndical en particulier, alors que plusieurs autres nomment le Syndicat canadien de la fonction publique, et surtout son local 301, le Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal. Des revendications de ce dernier sont dénoncées. Les allusions à l'article 45 sont souvent faites en relation avec le domaine municipal. Le pouvoir des syndicats sur le milieu de travail est décrit négativement, tout comme les moyens de pression relatifs au travail, qu'ils soient effectifs ou en discussion. La législation relative à la reconnaissance des syndicats est critiquée. Ceux en discussion sont considérés soit sans prise de position, soit négativement. L'attitude des syndicats face aux employeurs, aux sous-traitants et aux citoyens est décrite de façon négative. Notons que le local 301 est en négociations pour le renouvellement de sa convention collective lorsque les éditoriaux traitent des modifications proposées à l'article 45 du Code du travail. Les éditorialistes considèrent qu'il y a un déséquilibre législatif trop favorable aux syndicats du fait que ces derniers peuvent, au niveau municipal, déclencher la grève, alors que les villes ne peuvent décréter de lock-out. Ils disent que le travail effectué dans le secteur public municipal coûte, à tâche égale, 25 % plus cher que dans le secteur privé. Ils soutiennent que, si le Conseil des services essentiels oblige les syndiqués à offrir un

certain niveau de service, les sous-traitants ont de leur côté peur des représailles qu'ils pourraient subir s'ils témoignent contre les syndiqués. Pour ces raisons, les éditorialistes appuient les modifications prévues à l'article 45 (en donnant en même temps le droit aux villes de décréter des lock-out) qui donneraient plus de pouvoir à la partie patronale face à ceux que *The Gazette* présente comme dangereux et puissants (il est régulièrement fait usage de mots comme *thugs*, *lawlessness*, *Big Labour*). Le journal note que le mouvement syndical a très mal accueilli ce projet de loi. Il est dit que les syndicats se battent contre la modernisation<sup>78</sup> et qu'ils combattent le gouvernement Charest parce qu'ils préfèrent le traitement privilégié que leur accordait le Parti québécois<sup>79</sup>. Les éditorialistes considèrent que le Québec doit effectuer ces changements législatifs pour faire « comme les autres » et qu'il doit remettre en question les « vieilles notions » du rôle des syndicats dans le secteur public<sup>80</sup>. Contrairement aux autres journaux, *The Gazette* souhaite que Charest aille de l'avant immédiatement, sans tenir compte des revendications syndicales.

#### 2.1.2.3.2. Points marquants

Dix-huit éditoriaux se classent dans cette sous-catégorie. Josée Boileau du *Devoir* critique tant le gouvernement que les syndicats, accusés d'inflexibilité. Bernard Descôteaux note que le gouvernement n'a accepté aucun compromis. Jean-Robert Sansfaçon est d'accord avec le projet de loi mais croit qu'il n'est pas nécessaire de l'adopter rapidement, ce qui causerait un inutile affrontement avec les syndicats. André Pratte de *La Presse* est d'accord avec l'argument des centrales syndicales à l'effet que les lois actuelles ne font pas partie des raisons principales qu'évoquent les entreprises québécoises pour expliquer qu'elles ont faiblement recours à la sous-traitance, et craint que les modifications proposées ne protègent pas adéquatement les travailleurs et qu'elles provoquent de grands affrontements entre les

<sup>78</sup> « Ease union hold on city », *The Gazette* (Montréal), 9 mai 2003, p. A18.

<sup>79</sup> « But we did indeed vote for this », *The Gazette* (Montréal), 11 décembre 2003, p. A28.

<sup>80</sup> « old notions of the role of Big Labour in the public sector ». « Ease union hold on city », *loc. cit.*

syndicats et les employeurs. Les éditorialistes de *The Gazette* critiquent virulemment les syndiqués, appuient entièrement les changements proposés et suggèrent même, dans le domaine municipal, d'étendre les pouvoirs de l'employeur.

### 2.1.3 Enseignants

#### 2.1.3.1. Analyse par journal

##### 2.1.3.1.1. Le Devoir

Un éditorial paru dans *Le Devoir* entre dans cette catégorie. Il traite de la Fédération des syndicats de l'enseignement de la Centrale des syndicats du Québec (FSE-CSQ)

Josée Boileau (30 octobre 2003), traitant de la nouvelle politique d'évaluation des apprentissages, évoque les résistances syndicales qu'elle attribue à un manque de souplesse de la part de la FSE-CSQ, alors que la présidente de cette fédération invoquait plutôt ses craintes par rapport aux « solutions simplistes et [à] la baisse des exigences<sup>81</sup> ». Donc, Boileau met en doute l'honnêteté des propos de la présidente de la FSE-CSQ.

##### 2.1.3.1.2. La Presse

Un éditorial signé par Michèle Ouimet paraît dans *La Presse* (8 mai 2003). L'éditorial évoque « les syndicats », sans plus de précisions. Elle note que le ministre de l'Éducation a reporté la réforme scolaire prévue sans consulter les syndicats et les commissions scolaires. Ouimet ne comprend pas que le ministre les ait tenus à l'écart de cette décision, alors que les enseignants travaillent sans relâche depuis longtemps pour préparer la réforme.

---

<sup>81</sup> Josée Boileau, « Note de passage », *Le Devoir* (Montréal), 30 octobre 2003, p. A6.

#### 2.1.3.1.3. The Gazette

Deux éditoriaux paraissent dans *The Gazette* (11 juillet 2003 et 21 février 2004) sur le projet d'Ordre des enseignants. Les éditoriaux traitent des syndicats d'enseignement, sans les identifier. Ils critiquent sévèrement l'action menée par les syndicats. Ils critiquent le pouvoir de ces derniers dans le milieu de travail, leurs revendications relatives à ce même milieu et leur attitude face au reste de la société. Le journal attribue les résistances syndicales au fait que les syndicats ne tiendraient compte que des intérêts de leurs membres et non de ceux des enfants et des parents. Il est craint que l'absence d'un Ordre fasse que les commissions scolaires, « intimidées par les syndicats<sup>82</sup> » vont simplement changer d'école les professeurs problématiques.

#### 2.1.3.2. Points marquants

Quatre éditoriaux entrent dans cette catégorie. Josée Boileau critique la position de la FSE-CSQ sur la réforme scolaire, accusant la fédération de rigidité et mettant en doute la parole de sa présidente. Michèle Ouimet de *La Presse* déplore l'attitude du gouvernement qui reporte la réforme sans consulter les enseignants qui ont travaillé durement pour l'implanter. Les éditorialistes de *The Gazette* critiquent les enseignants et leurs syndicats. Ils désapprouvent le travail effectué par les syndicats pour contrer l'arrivée d'un Ordre des enseignants qu'il juge nécessaire. Ils taxent les syndicats d'insensibilité face au reste de la société et déplorent leur pouvoir, leurs revendications et leur attitude.

---

<sup>82</sup> « intimidated by the unions ». « Wrong priorities », *The Gazette* (Montréal), 21 février 2004, p. A28.

## 2.1.4 Équité salariale entre les hommes et les femmes

### 2.1.4.1. Analyse par journal

#### 2.1.4.1.1. Le Devoir

Deux éditoriaux paraissent dans *Le Devoir*. Il y est question des syndicats du secteur public provincial québécois et de la CSN. Des revendications et des moyens de pression effectifs et liés au travail sont mentionnés.

Josée Boileau (16 janvier 2004) mentionne que 300 centres de la petite enfance (CPE) sont fermés le jour de son éditorial en raison de revendications liées à l'équité salariale. Elle mentionne que la CSN « chicane un peu fort sur la procédure<sup>83</sup> », mais que le gouvernement traîne dans le dossier des éducatrices des CPE, alors que ces travailleuses « sont pourtant depuis 15 ans le symbole même de la nécessité de l'équité!<sup>84</sup> »

Jean-Robert Sansfaçon (17 février 2004) considère que le jugement de la Cour supérieure obligeant le gouvernement du Québec à respecter sa *Loi sur l'équité salariale* aura pour effet de retarder de plusieurs mois ou années le processus si les syndicats exigent la formation d'autant de comités indépendants qu'il existe d'unités d'accréditation, comme la loi le permet. Il juge que le gouvernement doit prendre en considération les coûts récurrents occasionnés par le dossier de l'équité salariale dans la mise au point du cadre de règlement avec ses employés pour la prochaine série de négociations.

---

<sup>83</sup> Josée Boileau, « Une loi équitable », *Le Devoir* (Montréal), 16 janvier 2004, p. A8.

<sup>84</sup> Josée Boileau, « Une loi équitable », *loc. cit.*

#### 2.1.4.1.2. La Presse

Un éditorial paraît dans *La Presse*. Il est question de la CSN. Des revendications relatives au travail y sont traitées de façon positive, alors que les moyens de pression effectifs liés au travail le sont de façon négative. Les conditions de travail des travailleuses mentionnées sont évoquées.

Katia Gagnon (27 septembre 2003) souligne que plusieurs parents ont été affectés par la décision de la CSN de tenir une journée de grève dans les garderies, relativement au dossier de l'équité salariale. Elle juge cette tactique contre-productive pour les CPE et pour les syndicats. Elle y voit un positionnement de la centrale en vue des négociations du secteur public qui approchent : elle croit qu'il est question de démontrer ses forces au gouvernement. Rappelant que plusieurs avaient prévu la création d'un « monstre<sup>85</sup> » lors de la création des CPE, en raison de la probable syndicalisation massive des éducatrices, elle signale que seulement un tiers des éducatrices des CPE sont syndiquées et moins encore chez les éducatrices en milieu familial, celles-ci désirant majoritairement conserver leur statut de travailleuses autonomes. Elle note que les syndicats n'ont pas réussi à réaliser une grande percée dans les garderies. Elle note que les dirigeants des garderies demandent des meilleures conditions de travail pour leurs employées (payées avec la subvention versée par Québec, que les syndicats revendiquent « bien sûr<sup>86</sup> » la même chose et que le résultat de cela est que les travailleuses n'ont pas besoin d'être syndiquées pour améliorer leurs conditions de travail. Elle mentionne que les difficultés rencontrées par les syndicats dans les tentatives de syndicalisation des éducatrices de garderie s'expliquent notamment par le fait que les CPE sont des « " entreprises " tricotées serrées, où la patronne est souvent très proche de ses employées et où les parents-usagers forment le conseil d'administration<sup>87</sup> ». Les travailleuses craindraient

<sup>85</sup> Katia Gagnon, « Problème d'image », *La Presse* (Montréal), 27 septembre 2003, p. A16.

<sup>86</sup> Katia Gagnon, « Problème d'image », *loc. cit.*

<sup>87</sup> Katia Gagnon, « Problème d'image », *loc. cit.*

d'ajouter un formalisme inutile à ces relations en se syndiquant. Gagnon considère que les syndicats souffrent d'un problème d'image auprès du milieu des garderies et que des journées de grève n'aideront pas à le régler.

#### 2.1.4.2. Points marquants

Quatre éditoriaux se classent dans cette catégorie. Josée Boileau du *Devoir* trouve que la CSN y va un peu fort avec la grève, mais aussi que le gouvernement traîne des pattes dans ce dossier. Son collègue Jean-Robert Sansfaçon croit que les coûts de l'équité salariale doivent être pris en compte dans la prochaine série de négociations avec le secteur public. Il déclare que la loi permettrait aux syndicats de retarder la procédure. Katia Gagnon de *La Presse* met en doute la sincérité de la CSN quant à sa préoccupation face aux éducatrices. Elle déclare que les dirigeants des garderies (l'employeur), proches de leurs employées, se battent pour que celles-ci reçoivent de meilleurs salaires et rendent ainsi caduc le besoin de syndicalisation dans ce secteur. Dans un autre éditorial, elle critique la fermeture de la Commission de l'équité salariale (CES) et lui impute la responsabilité de l'appel aux tribunaux fait par les syndicats dans un contexte où les employés ne pouvaient se faire entendre.

### 2.2. Synthèse des éditoriaux par éditorialiste

#### 2.2.1 Le Devoir

Bernard Descôteaux souligne que si certains chantiers (projets) du gouvernement « sont nécessaires, tous ne sont pas urgents<sup>88</sup> ». Il croit que le gouvernement doit être prudent, informer les citoyens sur son action. Alors que gouvernement et syndicats se confrontent, Descôteaux invite les parties au dialogue.

Jean-Robert Sansfaçon envoie un message semblable aux parties lors du conflit de l'automne 2003 entre le gouvernement et les syndicats. Il considère que le

---

<sup>88</sup> Bernard Descôteaux, « Choisir ses batailles », *Le Devoir* (Montréal), 21 juin 2003, p. B4.



gouvernement doit éviter la précipitation. Il critique par ailleurs fréquemment les revendications et l'action syndicale dans le secteur public. Contrairement aux centrales, il considère que l'article 45 du Code du travail doit être assoupli. Il trouve insensées les revendications du Front commun syndical dans le cadre des négociations de convention collective dans le secteur public.

En ce qui concerne les relations entre les syndicats et le gouvernement québécois, les éditoriaux de Josée Boileau se situent dans la même lignée que ceux de Descôteaux, soit l'appel au dialogue. Elle intervient cependant beaucoup plus souvent que lui pour commenter l'actualité. Elle prend davantage position. Elle critique l'agressivité des syndicats, mais il lui arrive à de nombreuses reprises de défendre leurs revendications face au gouvernement Charest, notamment en ce qui concerne l'équité salariale et l'interdiction faite aux éducatrices œuvrant en milieu familial de se syndiquer.

### 2.2.2 La Presse

Les éditoriaux rédigés par André Pratte sont des analyses sur les relations entre les syndicats et le gouvernement dans la société québécoise. Pratte appuie les projets du gouvernement libéral. Il juge nécessaires plusieurs de ceux-ci, comme l'augmentation des frais de garderie, le regroupement des accréditations syndicales dans le domaine de la santé. Il juge l'opposition syndicale excessive, accuse les centrales d'avoir provoqué un climat de crise. Pratte appelle cependant tant le gouvernement Charest que les syndicats de la fonction publique québécoise à communiquer davantage, à coopérer plutôt que de s'affronter. Il croit que le gouvernement devrait se faire davantage pédagogue face à la population, qui l'appuierait s'il présentait mieux ses projets. Même les syndicats pourraient se montrer davantage coopératifs si le gouvernement les consultait et les mêlait à ces changements proposés, croit-il. Pratte juge que ce gouvernement est désordonné et

que contrairement à ce qu'affirme son slogan électoral (« Nous sommes prêts »), il n'était pas prêt à assumer le pouvoir. Il croit que le premier ministre Jean Charest a surestimé la solidité du mandat qu'il a reçu des électeurs. Il considère que le gouvernement ne devrait pas procéder dans la précipitation dans le dossier de l'article 45 du Code du travail, et bien juger des conséquences de modifications à celui-ci.

Katia Gagnon défend parfois les syndicats (inquiétudes relatives à la modification de l'article 45 du Code du travail du Québec, droit à la syndicalisation des éducatrices travaillant en milieu familial, Conseil de l'équité salariale) et parfois le gouvernement (fusion des accréditations syndicales dans le domaine de la santé, hausse des frais de garderie. Elle voit dans la grève déclenchée dans les CPE par la CSN une tactique syndicale s'inscrivant dans le cadre des prochaines négociations du secteur public et doute de la sincérité de la centrale quand celle-ci affirme se préoccuper du sort des éducatrices des CPE.

Michèle Ouimet signe un seul éditorial dans lequel elle blâme le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, d'avoir tenu à l'écart la Fédération des commissions scolaires et les syndicats de la décision de reporter la réforme scolaire au secondaire.

Michèle Boisvert se demande si les baisses d'impôts annoncées par Québec en septembre visent à préparer les contribuables et les syndicats à des sacrifices, manœuvre qu'elle juge malhabile.

### 2.2.3 The Gazette

Les éditoriaux de ce journal ne sont pas signés. La majorité porte sur des syndicats du secteur public, d'autres portent sur des syndicats du secteur privé. Ce quotidien est celui qui est le plus critique face aux syndicats. Le journal appuie les projets du gouvernement Charest et l'invite à aller de l'avant sans tenir compte des

résistances syndicales. Il décrit régulièrement les actions posées par les syndiqués. Il mentionne néanmoins que les syndicats ne doivent pas être démonisés et qu'il faut éviter la confrontation inutile. Les éditorialistes accusent à plusieurs reprises les syndicats du secteur public de ne tenir compte que des intérêts de leurs membres, au détriment de la population. Ils déclarent régulièrement que les syndiqués sont trop payés et que leurs revendications sont excessives. Ils lient les syndicats au Parti québécois et affirment que les partisans de l'interventionnisme ont perdu les élections et doivent s'y résigner. Ils déclarent que Québec doit faire passer les intérêts des contribuables avant ceux des syndicats. Les syndicats sont parfois désignés sous le terme *Big Labour*. Ils sont particulièrement critiques envers les cols bleus montréalais auxquels ils consacrent quatorze éditoriaux qui décrivent tous les membres du SCFP 301 de façon négative. Ils attaquent aussi souvent la fédération dont ils sont membres, le SCFP. D'après eux, Québec doit donner davantage de pouvoirs aux villes dans le domaine du travail (droit au lock-out). *The Gazette* appuie l'idée d'un Ordre des enseignants et déplore que les syndicats s'y opposent, ne se préoccupant que des intérêts de leurs membres selon eux. Ils considèrent la législation trop à l'avantage des syndicats (notamment en ce qui concerne l'article 45 du Code du travail du Québec qu'ils appellent Québec à modifier), tout comme les décisions du CSE. Ils critiquent néanmoins Québec pour avoir interdit la syndicalisation des éducatrices œuvrant en milieu familial, acte qui démontre un manque de considération pour leur travail.

### CHAPITRE III

#### RÉSULTATS DE L'ANALYSE DES ÉDITORIAUX

Ce chapitre confirme ou infirme l'hypothèse principale et les sous-hypothèses énoncées dans le Chapitre I.

Les résultats de l'analyse des éditoriaux, en termes quantitatifs, sont les suivants :

Tableau 3-1 Synthèse des résultats de l'analyse quantitative des éditoriaux

Aspects analysés			Journal	Nombre	Score
Pouvoir des syndicats	Concernant le milieu de travail	Spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	La Presse	1	-1
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	2	-2
		Non spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	La Presse	1	0
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	0	-
	Ne concernant pas le milieu de travail		La Presse	0	-
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	0	-
Revendications	Liées au travail	Spécifiques au milieu ou secteur	La Presse	1	+1
			Le Devoir	2	-1

Aspects analysés			Journal	Nombre	Score
		de travail de ceux qui les adoptent	The Gazette	2	-2
		Non spécifiques au milieu ou secteur de travail de ceux qui les adoptent	La Presse	1	+1
			Le Devoir	1	0
			The Gazette	2	-2
	Non liées au travail		La Presse	1	-1
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	0	-
Moyens de pression	Liés au travail	Effectifs	La Presse	1	-1
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	2	-2
		En discussion	La Presse	4	-2
			Le Devoir	4	0
			The Gazette	6	-4
	Non liés au travail	Effectifs	La Presse	1	-1
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	0	-
		En discussion	La Presse	1	-1
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	0	-
Attitude des syndicats ou des travailleurs syndiqués	Face aux employeurs		La Presse	0	-
			Le Devoir	1	0
			The Gazette	1	-1

Aspects analysés			Journal	Nombre	Score
	Face aux sous-traitants		La Presse	0	-
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	2	-2
	Face au reste de la société, excluant les employeurs et les sous-traitants		La Presse	1	0
			Le Devoir	1	0
			The Gazette	3	-2
Législation	Relative au monde du travail	Relative à la reconnaissance des syndicats par les employeurs	La Presse	5	+1
			Le Devoir	7	+1
			The Gazette	9	-4
		Non relative à la reconnaissance des syndicats par les employeurs	La Presse	2	0
			Le Devoir	0	-
			The Gazette	2	-1
	Non relative au monde du travail		Aucun		

Aspects analysés	Journal	Nombre	Score
Solidarité entre travailleurs syndiqués, comprenant les actions liées à la présence ou à l'absence de cette solidarité	Aucun		
Sur le principe de la convention collective	Aucun		
Conditions de travail dans le milieu syndiqué décrit	La Presse	2	+1
	Le Devoir	2	+1
	The Gazette	6	-4
Autres mentions du syndicalisme	La Presse	11	-3
	Le Devoir	10	-2
	The Gazette	6	-5

Les résultats sont exprimés plus en détails dans l'Appendice C.

Tableau 3-2 Score moyen par éditorial, par journal

Journal	Nombre d'éditoriaux comptabilisés	Score total	Score moyen par éditorial <sup>89</sup>
La Presse	15	-6	-0,4
Le Devoir	19	-1	≈ -0,0526
The Gazette	16	-31	-1,9375

Hypothèse principale : Le contenu des éditoriaux est influencé par la structure des entreprises médiatiques. Cela amène les médias étudiés, surtout *La Presse* et *The Gazette*, à produire une image négative des syndicats la plupart du temps.

Comme le démontre le Tableau 3-2, les éditoriaux de tous les quotidiens, surtout de *The Gazette*, traitent des syndicats d'une façon plus souvent négative que positive. Il leur arrive d'être en accord avec les syndicats : droit à la syndicalisation des éducatrices œuvrant en milieu familial (*Le Devoir*, *La Presse* et *The Gazette*), contre les prétentions patronales sur l'article 45 du Code du travail (*Le Devoir*, *La Presse*), pour l'équité salariale (*Le Devoir*), etc., mais le nombre de points négatifs présentés est supérieur. *Le Devoir* est celui qui présente la plus grande proportion d'articles neutres ou favorables aux syndicats, mais cette proportion demeure inférieure à celle des éditoriaux défavorables. *La Presse* présente moins d'éditoriaux non défavorables et *The Gazette* est la plus critique face aux syndicats. En fait, on constate que les éditoriaux du *Devoir* prennent moins souvent partie en faveur d'un acteur social en particulier que ceux de *La Presse* ou de *The Gazette*.

<sup>89</sup> Le score total divisé par le nombre d'éditoriaux pour le quotidien



### Sous-hypothèse 1 : Les éditoriaux évitent de prendre des positions trop extrêmes

Est-ce que les éditoriaux évitent de prendre des positions trop extrêmes? Il est difficile de quantifier le « niveau d'extrémisme » des positions exprimées dans les éditoriaux. Nous constatons tout de même que les éditoriaux du *Devoir* et de *La Presse* semblent confirmer cette sous-hypothèse, alors que ceux de *The Gazette* semblent l'infirmer, en critiquant presque systématiquement les syndicats.

Ce point de vue se doit d'être nuancé. Il faut tout d'abord rappeler que les éditoriaux retenus dans ce mémoire ne représentent pas la totalité des éditoriaux traitant de syndicalisme pendant la période étudiée. Seuls les textes relatifs à la confrontation entre les syndicats et le gouvernement Charest ont été retenus. Il n'est pas certain que les éditoriaux non analysés dans ce mémoire soient aussi critiques. Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'un journal émet constamment des opinions *négligentes* sur un sujet que l'on peut dire que ce journal adopte une position *extrême* à ce sujet.

### Sous-hypothèse 2 : Les éditoriaux d'un journal anglophone sont plus critiques des syndicats

La langue du journal fait-elle une différence? En ce qui concerne les positions défendues, c'est surtout par son appui à des positions davantage campées à droite que *The Gazette* se distingue des deux autres quotidiens. *The Gazette* défend plus le recours au secteur privé et à la sous-traitance que tous les autres journaux. C'est elle qui est la plus critique des revendications, des moyens d'action et de l'attitude des syndicats. C'est aussi elle qui publie le plus d'éditoriaux concernant les syndicats. Ses critiques éditoriales sur les syndicats concernent le secteur public, où elle invoque les intérêts de la population en les opposant à ceux des syndicats. Elle prône des modifications législatives visant à affaiblir le pouvoir syndical : modification de l'article 45 du Code du travail du Québec, droit des villes à mettre leurs employés en lock-out, etc. Elle défend avec virulence tous les projets du gouvernement Charest en

ce sens. Le quotidien invite quand même le gouvernement à ne pas « démoniser » les syndicats et à éviter la confrontation inutile. Il ne défend les syndicats que lorsque certains droits individuels sont affectés (droit d'association dans le cas de l'interdiction faite aux éducatrices œuvrant en milieu familial de se syndiquer).

Les quotidiens ne donnent pas tous le même poids aux idées de coopération et de compétition, tant aux niveaux politique qu'économique. Les éditoriaux de Descôteaux et de Boileau du *Devoir* sont en faveur d'une plus grande communication entre les acteurs et d'un fonctionnement coopératif, et contre l'affrontement. Pratte de *La Presse* abonde dans le même sens. C'est moins le cas dans *The Gazette*, qui prône la coopération dans un éditorial, mais exhorte le reste du temps Québec à aller de l'avant sans tenir compte des réticences syndicales. *The Gazette* considère que les forces « pro-interventionnistes » ont perdu les élections (le PQ étant considéré comme plus près des syndicats par le journal) et doivent l'accepter. En ce sens, la politique est assimilée à une épreuve concurrentielle. Dans le champ économique, *The Gazette* défend encore cette idée en prônant la concurrence entre travailleurs plutôt que les « monopoles syndicaux ».

Néanmoins, il n'est pas certain que la différence linguistique explique à elle seule cette différence entre le positionnement idéologique de *The Gazette* et celui des autres quotidiens. On peut notamment supposer que le fait que les éditoriaux de ce journal ne sont pas signés par leurs auteurs facilite chez ceux-ci une défense stricte et sans nuances du point de vue de l'éditeur, CanWest Global Communications Corp., ces textes ne les engageant pas personnellement.

### Sous-hypothèse 3 : Les moyens de pression des syndicats sont plus critiqués que leurs revendications

Comme le démontre le Tableau 3-1, *Le Devoir* traite un peu plus souvent des moyens de pression des syndicats que de leurs revendications, mais publie plus d'éditoriaux

critiques des revendications que des moyens de pression, ces derniers étant généralement évoqués sans prise de position claire. Cela le distingue des deux autres quotidiens. *La Presse* traite plus des moyens de pression et en donne généralement une image négative, alors que les revendications sont parfois vues positivement. *The Gazette* traite aussi davantage des moyens de pression, dans une proportion plus grande encore que *La Presse* (par rapport aux revendications) et d'une façon plus souvent négative. Le plus souvent, les revendications sont aussi vues négativement

Sous-hypothèse 4 : Les moyens de pression illégaux sont davantage décriés que les moyens de pression légaux

De façon générale, les éditorialistes critiquent davantage les syndicats lorsque les actions posées sont illégales. *The Gazette* se fait notamment très critique des cols bleus montréalais, les accusant de poser des gestes illégaux pour tenter de parvenir à leurs fins. *La Presse*, *Le Devoir* et *The Gazette* condamnent des actes de vandalisme qui auraient été commis par des syndiqués, notamment lors de la « Journée nationale de perturbations ».

La mention d'actes illégaux est utilisée comme facteur négatif aggravant pour ce qui touche aux revendications et aux moyens de pression des syndicats.

## CONCLUSION

Les hypothèses émises dans le Chapitre I de ce mémoire ont été en bonne partie confirmées. Les quotidiens montréalais, qui appartiennent tous à des entreprises privées, traitent pour la plupart des syndicats de façon négative dans leurs éditoriaux la majorité du temps. *La Presse* et *The Gazette*, qui n'ont pas l'indépendance structurelle du *Devoir*, sont les journaux les plus critiques des syndicats. Les actions sont critiquées avec plus de virulence que les revendications et ce sont les syndicats qui exercent le plus de moyens de pression qui sont les plus critiqués. Les actions illégales sont particulièrement honnies. Les éditoriaux portent principalement sur les syndicats du secteur public et sur les luttes entre le mouvement syndical et le gouvernement. Le journal anglophone *The Gazette* émet des opinions plus à droite que les autres quotidiens.

Le tableau que nous avons dressé dans la section 1.2 (Problématique) semble donc se confirmer. Les médias agissent conformément aux intérêts de leurs propriétaires. De manière générale, plus les syndicats sont revendicatifs et actifs dans la défense des intérêts de leurs membres, plus les médias les dépeignent de manière négative.

Nous pouvons supposer que, comme nous l'avons dit dans le Chapitre I, les éditorialistes sont choisis parce qu'ils défendent la vision et les intérêts de l'éditeur du journal. Cette défense n'est cependant pas toujours stricte, surtout lorsque les éditoriaux sont signés comme dans les deux journaux francophones étudiés.

Nous concluons donc en affirmant que les syndicats sont désavantagés dans les éditoriaux des quotidiens montréalais, qui sont le fait d'entreprises dont les dirigeants ont des intérêts antagoniques aux leurs. Cette couverture éditoriale leur nuit dans les luttes de pouvoir qu'ils mènent.

Pour éliminer ce désavantage structurel, il faudrait que la presse soit la propriété d'une plus grande diversité d'acteurs sociaux. La concentration de la presse devrait évidemment être questionnée, puisqu'elle a pour effet de réduire le nombre d'individus qui exercent un contrôle sur la presse. Il faudrait créer des médias qui permettent à tous de s'exprimer sans favoriser indûment un acteur social en particulier. L'importance de la presse dans le système politique démocratique fait qu'elle ne doit pas être traitée comme n'importe quelle autre entreprise et fonctionner en ne visant que le profit. Elle ne doit pas non plus être la simple courroie de transmission des idées de ses propriétaires. Cela représente évidemment un défi important dans un système où les acteurs sociaux ne sont souvent préoccupés que par la défense de leurs propres intérêts. Un monde où les groupes et les individus veulent que leurs idées soient celles que la société adopte, et ce souvent sans débat avec le reste de la société. Est-il possible de réformer ainsi la presse actuelle?

## APPENDICE A

### LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
CES	Commission de l'équité salariale
CPE	Centre de la petite enfance
CSD	Centrale des syndicats démocratiques
CSE	Conseil des services essentiels
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
CTC	Congrès du travail du Canada
FIIQ	Fédération des infirmières et infirmiers du Québec
FSE-CSQ	Fédération des syndicats de l'enseignement de la Centrale des syndicats du Québec
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
SCFP	Syndicat canadien de la fonction publique
SFPQ	Syndicat de la fonction publique du Québec
SPGQ	Syndicat des professionnels du Gouvernement du Québec
SCFP 301	Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (local 301 du SCFP)

## APPENDICE B

### ANALYSE QUANTITATIVE DÉTAILLÉE DES ÉDITORIAUX

Aspects analysés			Réponses	
Pouvoir des syndicats	Concernant le milieu de travail	Spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 2
			Mention	Aucun
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 20 The Gazette : 14
		Non spécifique au milieu ou secteur de travail de ceux qui l'exercent	Positif	Aucun
			Négatif	Aucun
			Mention	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 20 The Gazette : 16
	Ne concernant pas le milieu de travail		Positif	Aucun
			Négatif	Aucun
			Mention	
			Sans objet	La Presse : 17 Le Devoir : 20 The Gazette : 16
Revendications	Liées au travail	Spécifiques au milieu ou secteur de travail de ceux qui	Positif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0

Aspects analysés			Réponses	
		les adoptent	Négatif	La Presse : 0 Le Devoir : 1 The Gazette : 2
			Mention	La Presse : 0 Le Devoir : 1 The Gazette : 0
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 18 The Gazette : 14
		Non spécifiques au milieu ou secteur de travail de ceux qui les adoptent	Positif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Négatif	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 2
			Mention	La Presse : 0 Le Devoir : 1 The Gazette : 0
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 19 The Gazette : 14
	Non liées au travail		Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Mention	Aucun
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 20 The Gazette : 16
Moyens de pression	Liés au travail	Effectifs	Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 2
			Mention	Aucun



Aspects analysés			Réponses	
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 20 The Gazette : 14
		En discussion	Positif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Négatif	La Presse : 3 Le Devoir : 0 The Gazette : 4
			Mention	La Presse : 0 Le Devoir : 4 The Gazette : 2
			Sans objet	La Presse : 13 Le Devoir : 16 The Gazette : 10
	Non liés au travail	Effectifs	Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Mention	La Presse : 0 Le Devoir : 1 The Gazette : 0
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 19 The Gazette : 16
		En discussion	Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 1 Le Devoir : 0 The Gazette : 0
			Mention	Aucun
			Sans objet	La Presse : 17 Le Devoir : 20 The Gazette : 16

Aspects analysés			Réponses	
Attitude des syndicats ou des travailleurs syndiqués	Face aux employeurs		Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 1
			Mention	La Presse : 0 Le Devoir : 1 The Gazette : 0
			Sans objet	La Presse : 17 Le Devoir : 19 The Gazette : 15
	Face aux sous-traitants		Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 2
			Mention	Aucun
			Sans objet	La Presse : 17 Le Devoir : 20 The Gazette : 14
	Face au reste de la société, excluant les employeurs et les sous-traitants		Positif	Aucun
			Négatif	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 2
			Mention	La Presse : 1 Le Devoir : 1 The Gazette : 1
			Sans objet	La Presse : 16 Le Devoir : 19 The Gazette : 13
En rapport avec des négociations sur la convention collective			Oui	
			Non	
Législation	Relative au	Relative à la	Positif	Aucun

Aspects analysés			Réponses	
	monde du travail	reconnaissance des syndicats par les employeurs	Négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs	La Presse : 1 Le Devoir : 1 The Gazette : 1
			Négatif car considéré trop à l'avantage des syndicats,	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 5
			Mention	La Presse : 4 Le Devoir : 6 The Gazette : 3
			Sans objet	La Presse : 12 Le Devoir : 13 The Gazette : 7
		Non relative à la reconnaissance des syndicats par les employeurs	Positif	Aucun
			Négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs	Aucun
			Négatif car considéré trop à l'avantage des syndicats,	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 1
			Mention	La Presse : 2 Le Devoir : 0 The Gazette : 1
	Sans objet	La Presse : 15 Le Devoir : 20 The Gazette : 14		
	Non relative au monde du travail		Aucun	
Solidarité entre travailleurs syndiqués, comprenant les actions liées à la présence ou à l'absence de cette solidarité			Aucun	

Aspects analysés	Réponses	
Sur le principe de la convention collective	Aucun	
Conditions de travail dans le milieu syndiqué décrit	Positif	Aucun
	Négatif car considéré trop à l'avantage des employeurs	La Presse : 1 Le Devoir : 1 The Gazette : 1
	Négatif car considéré trop à l'avantage des travailleurs,	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 5
	Mention	La Presse : 1 Le Devoir : 1 The Gazette : 0
	Sans objet	La Presse : 15 Le Devoir : 18 The Gazette : 10
Autres mentions du syndicalisme	Positif	La Presse : 0 Le Devoir : 0 The Gazette : 1
	Négatif	La Presse : 3 Le Devoir : 2 The Gazette : 4
	Mention	La Presse : 8 Le Devoir : 8 The Gazette : 1
	Sans objet	La Presse : 6 Le Devoir : 10 The Gazette : 10

## APPENDICE C

### LISTE DES ÉDITORIAUX ANALYSÉS

#### La Presse

Date	Page	Éditorialiste	Titre
2003-05-08	A12	Ouimet, Michèle	Simplifier la réforme
2003-06-05	A14	Pratte, André	Enfin un plan !
2003-06-20	A8	Gagnon, Katia	Les vertus de la carotte
2003-09-18	A14	Pratte, André	Le leurre du 45
2003-09-24	A20	Boisvert, Michèle	L'improvisation de M. Séguin
2003-09-27	A16	Gagnon, Katia	Problème d'image
2003-10-22	A22	Pratte, André	Les grands chevaux
2003-10-28	A18	Pratte, André	«Réingénierie» 101
2003-11-12	A22	Gagnon, Katia	Dynamiter les silos
2003-11-24	A8	Pratte, André	Le «sac à chicanes»
2003-12-08	A8	Pratte, André	Le retard
2003-12-11	A16	Pratte, André	Inexcusable
2003-12-12	A18	Gagnon, Katia	Coup de semonce
2004-01-19	A10	Pratte, André	L'erreur de M. Charest
2004-04-14	A16	Pratte, André	Ils n'étaient pas prêts

#### Le Devoir

Date	Page	Éditorialiste	Titre
2003-06-19	A6	Boileau, Josée	Détournement de sens
2003-06-21	B4	Descôteaux, Bernard	Choisir ses batailles
2003-07-07	A6	Boileau, Josée	Vaines pénalités
2003-09-02	A8	Sansfaçon, Jean-Robert	Un automne chaud ?
2003-09-11	A6	Boileau, Josée	Tout se joue avant six ans
2003-09-17	A6	Sansfaçon, Jean-Robert	Gare aux symboles !
2003-10-03	A8	Descôteaux, Bernard	Sortir du noir
2003-10-20	A6	Boileau, Josée	Faut se parler !
2003-10-30	A6	Boileau, Josée	Note de passage
2003-11-05	A8	Sansfaçon, Jean-Robert	Le mélodrame s'amorce
2003-11-14	A10	Sansfaçon, Jean-Robert	Corrections souhaitables

2003-12-02	A6	Boileau, Josée	Surenchère
2003-12-03	A6	Sansfaçon, Jean-Robert	Du calme, mais encore?
2003-12-12	A8	Sansfaçon, Jean-Robert	Partie remise ?
2003-12-13	B4	Sansfaçon, Jean-Robert	Le temps des compromis
2003-12-20	B4	Descôteaux, Bernard	Le style Charest
2004-01-16	A8	Boileau, Josée	Une loi équitable
2004-02-17	A6	Sansfaçon, Jean-Robert	L'équité non négociable
2004-04-14	A6	Descôteaux, Bernard	Une année perdue

### **The Gazette**

<b>Date</b>	<b>Page</b>	<b>Titre</b>
2003-05-09	A18	Ease union hold on city
2003-05-24	A30	No tolerance for blue collar thugs
2003-05-30	A20	Cities need more power
2003-06-19	A28	Value of work
2003-07-11	A16	Teachers' order long overdue
2003-09-18	A30	Press ahead on subcontracting
2003-09-19	A18	City labour talks need public input
2003-10-09	A30	Let Charest carry out change
2003-10-19	A16	Learning by example
2003-12-03	A30	Labour code changes no excuse for violence
2003-12-11	A28	But we did indeed vote for this
2003-12-12	A30	Reason needed, not slogans
2003-12-14	A10	We didn't vote for this
2004-02-15	A10	Time for the velvet glove
2004-02-21	A28	Wrong priorities
2004-03-04	A20	Pompous protest

Note : Les éditoriaux du quotidien *The Gazette* ne sont pas signés.

## BIBLIOGRAPHIE

### Livres, publications gouvernementales et privées, sur papier ou en ligne

Aubenas, Florence et Miguel Benasayag. *La fabrication de l'information : les journalistes et l'idéologie de la communication*. Coll. « Sur le vif ». Paris : Éditions La Découverte, 1999.

Audit Bureau of Circulations. Canadian Newspaper Audit Report 01-5625-0, Canadian Newspaper Audit Report 01-5630-0, Canadian Newspaper Audit Report 01-5640-0 et Canadian Newspaper Audit Report 01-5665-0 (pages consultées le 18 mai 2005), [En ligne], adresse URL : <http://abcas3.accessabc.com/files/>

Bernier, Marc-François. *Éthique et déontologie du journalisme*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1994.

Bonville, Jean de. *L'analyse de contenu des médias : de la problématique au traitement statistique*. Coll. « Culture et communication ». Paris : Université de Boeck, 2000.

Boulay, Sophie. *Les médias privilégient-ils leur mission économique ou démocratique? Une analyse de contenu des quotidiens montréalais*. Mémoire de maîtrise en communication. Montréal : Université du Québec à Montréal, 2002.

CanWest Global Communications Corp., *CanWest Global Communications Corp.* (page consultée le 8 mars 2006), [En ligne], adresse URL : <http://www.canwestglobal.com/aboutus.html>

Centrale des syndicats démocratiques. *Qu'est-ce que la CSD? – Libre d'attaches politiques ou financières* (page consultée le 8 mars 2006), [En ligne], adresse URL : <http://www.csd.qc.ca/csd/liberte.asp>

Chartier, Lise. *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse*. Coll. « Communication et relations publiques ». Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003.

Chesebro, James W. et Dale A. Bertelsen « Chapitres 5 et 7 ». In *Analyzing Media: Communication Technologies as Symbolic and Cognitive Systems*. Coll. « Revisioning Rhetoric ». New York : Guilford Press, 1996.

Debbasch, Charles et Yves Daudet. *Lexique de politique : États, vie politique, relations internationales*. Paris : Dalloz, 1992.

Demers, François. *Communication et syndicalisme : des imprimeurs aux journalistes*. Montréal : Éditions du Méridien, 1989.

Dumas, Évelyn. « Chapitres III, IV, V et Conclusion ». In *La presse et les grèves : le traitement fait aux conflits ouvriers par trois quotidiens québécois — L'Action catholique, Le Canada et Le Devoir (1942-1944)*. Mémoire de maîtrise en histoire. Montréal : Université du Québec à Montréal, 1978.

Fédération des infirmières et infirmiers du Québec. *FIIQ Actualités Vol. 14, no 2, avril 2003 : Spécial élection, campagne électorale 2003*, [En ligne], adresse URL : [http://www.fiiq.qc.ca/FIIQActualites/actualites1402\\_f.pdf](http://www.fiiq.qc.ca/FIIQActualites/actualites1402_f.pdf)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. *Projet de loi no 31 loi modifiant le code du travail du Québec* : Mémoire présenté devant la Commission de l'économie et du travail, [En ligne], adresse URL : [http://ftq.qc.ca/librairie/documents/memoire-Projetloi\\_31%20\\_code\\_travailqc2003-11-26.pdf](http://ftq.qc.ca/librairie/documents/memoire-Projetloi_31%20_code_travailqc2003-11-26.pdf)

Gélinas, Martin. *L'analyse de contenu du discours référendaire des quotidiens La Presse, Le Soleil et Le Devoir lors du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec*. Mémoire de maîtrise en science politique. Montréal, Université du Québec à Montréal, 2003.

Gérin-Lajoie, Jean. *Les relations du travail au Québec*. Montréal : Gaétan Morin éditeur, 2004.

Gingras, Anne-Marie. *Médias et démocratie : le grand malentendu*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1999.

Canada, Développement des ressources humaines Canada, Direction de l'information sur les milieux de travail. « Effectifs syndicaux au Canada ». *Gazette du travail*, vol. 7, no 3 (2004). Ottawa : Développement des ressources humaines Canada, p. 42-48.

Canada, Statistique Canada. *Recensement de 2001*. Ottawa, 2001.

Koporek, Valérie. « Introduction, chapitres I et III ». In *Crise et représentation médiatique, analyse de cas*. Mémoire de maîtrise en communication. Montréal : Université du Québec à Montréal, 1997.



Naville-Morin, Violette (Réédition dirigée par Lise Chartier). *L'écriture de presse*. Coll. « Communication et relations publiques ». Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003.

Neveu, Érik. *Sociologie du journalisme*. Coll. « Repères » (numéro 313). Paris : Éditions La Découverte, 2001.

Oti, Didier. « Chapitres I, II, V et VI ». In *Journalistes et sources politiques : temps et espace dans la structuration des pratiques à France 2, Cameroon Radiotelevision et Radio-Canada*. Thèse de doctorat en communication. Montréal : Université du Québec à Montréal, 1997.

Power Corporation du Canada, *Power Corporation du Canada* (page consultée le 8 mars 2006), [En ligne], adresse URL : <http://www.powercorporation.com/index.php?lang=fra>

Raboy, Marc, avec la collaboration de Geneviève Grimard. *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute* (2<sup>e</sup> édition). Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur, 2000.

Riffe, Daniel, Stephen Lacy et Frederick G. Fico. *Analyzing Media Messages. Using Quantitative Content Analysis in Research*. Coll. « Communication (General theory) ». Mahwah : Lawrence Erlbaum Associates, Publishers, 1998.

Robert, André D. et Annick Bouillaguet. *L'analyse de contenu*. Coll. « Que sais-je? ». Paris : Presses universitaires de France, 1997.

Rouillard, Jacques. *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2004.

Saint-Jean, Armande. *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Coll. « Paramètres ». Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2002.

Sormany, Pierre. *Le métier de journaliste : guide des outils et pratiques du journalisme au Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2000.

Souchard, Maryse. *Le discours de presse : l'image des syndicats au Québec (1982-1983)*. Coll. « L'Univers des discours ». Longueuil : Le Préambule, 1989.

Syndicat de la fonction publique du Québec. *L'avenir de nos services publics : un enjeu fondamental!*, [En ligne], adresse URL : [http://www.sfpq.qc.ca/contenu/publicat/publications/avenir\\_services\\_publicques.pdf](http://www.sfpq.qc.ca/contenu/publicat/publications/avenir_services_publicques.pdf)

Thoveron, Gabriel, Marc Delepeleire et Michel Olyff. *Les médias à découvert*. Bruxelles : Éditions Vie ouvrière, 1988.

Venne, Michel (dir.). *L'annuaire du Québec 2004*. Montréal : Éditions Fides, 2003.

Venne, Michel (dir.). *L'annuaire du Québec 2005*. Montréal : Éditions Fides, 2004.

Vuillardot, Maud. *Élites et opinions : la presse écrite comme forum lors du référendum québécois de 1995*. Thèse de doctorat en science politique. Montréal : Université du Québec à Montréal; Montpellier : Université Montpellier I, 2003.

### **Journaux**

*La Presse* (Montréal)

*Le Devoir* (Montréal)

*Le Soleil* (Québec)

*The Gazette* (Montréal)